




Montfort

plus qu'une
victoire,
un
modèle

LONGUE VIE À L'HÔPITAL MONTFORT !



613 562-8219
info@action-logement.ca

ACTION-LOGEMENT



L'hon. Mauril Bélanger
C.P., député
Ottawa-Vanier

Je tiens encore une fois à féliciter tous les citoyens et citoyennes qui ont levé leur bouclier pour défendre notre Hôpital.

Pouvoir se faire soigner dans sa langue est une question d'équité, de dignité, d'efficacité et d'économie.

Le réseau francophone de santé en Ontario français et ailleurs au Canada émane en grande partie de l'énergie déployée pour sauver notre hôpital.

Longue vie à Montfort!

COLLINE PARLEMENTAIRE
925 Édifice de la Confédération
Chambre des communes
K1A 0A6
Tél. : 613 992-4766
Télec. : 613 992-6448

CIRCONSCRIPTION
504-168, rue Charlotte
Ottawa (Ontario)
K1N 8K6
Tél. : 613 947-7961
Télec. : 613 947-7963

Service en français de santé mentale pour enfants, jeunes et familles




CENTRE PSYCHOSOCIAL POUR ENFANTS ET FAMILLES D'OTTAWA

613 789-2240
150, chemin Montréal, Ottawa
www.centropsychosocial.ca



Service de Traiteur
Plats cuisinés
Boulangerie
Pâtisserie

Repas d'affaires complet à partir de 11,25\$

15% d'escompte pour les entreprises culturelles à but non lucratif.

613 842-9904
lagourmandise.com

Déplacer des montagnes



Jacques Pronovost

jpronovost@ledroit.com

Éditeur

Plus de 10 000 personnes mobilisées pour affirmer leur solidarité, cinq années de lutte tenace, le recours aux tribunaux pour faire reconnaître des droits inaliénables: le combat pour la survie de l'hôpital Montfort d'Ottawa n'est pas qu'une victoire en bout de parcours, c'est aussi un modèle, la référence parfaite d'une lutte contre ce qui est inacceptable.

Elle l'est pour les francophones d'Ontario qui y ont retrouvé la force de leurs racines et ont ravivé la flamme de l'engagement. Elle est aussi un modèle pour tous ces autres cas où l'on tente d'imposer des décisions administratives illégitimes en bafouant les droits des minorités, ou tout simplement les

mique particulière d'un journal fondé par ceux-ci pour la défense de leurs droits, même s'il dessert aussi désormais une très large clientèle de francophones du Québec, de l'autre côté de la rivière des Outaouais.

La commémoration, dix ans plus tard, de cette lutte et de cette victoire encore si fraîche dans la mémoire des Franco-Ontariens impose le rythme, oblige à se concentrer rapidement sur cette problématique propre au *Droit*, le seul journal de tous les quotidiens du Canada à vivre aussi intensément cette dynamique; elle nous baigne immédiatement dans cette responsabilité incroyable partagée par toutes les équipes du *Droit* depuis sa fondation en 1913.

Plus encore, la lecture rapide

tion mais surtout leur passion transcendent les mots.

Celle-ci s'incarne aussi dans les propos de Michel Gratton. Nous y découvrons de plus la passion journalistique partagée par son frère Denis et celle, ô combien vigoureuse, de l'éditeur d'alors et toujours collaborateur au journal *Le Droit*, Pierre Bergeron. Pierre aura su mettre *Le Droit* au service du droit, de la logique et de l'histoire d'une communauté qui a fait naître ce journal en des circonstances analogues.

Seule la passion, commune, partagée, orientée vers un même but, peut ainsi déplacer des montagnes. Montfort en est un symbole extraordinairement puissant et toujours vivant. Le célébrer ainsi aux



Archives LE DROIT

Pour un éditeur arrivant à peine à la barre du journal *Le Droit*, l'évocation, toujours aussi passionnée dix ans plus tard, de la crise Montfort, constitue une initiation puissante à la réalité du milieu francophone de la région.

droits humains.

Ce triomphe est aussi et avant tout celui des personnes qui ont cru en la justesse de leurs revendications et qui n'ont pas hésité à se tenir debout pour les faire valoir.

Dix ans plus tard, alors que l'hôpital Montfort s'agrandit et que les artisans de cette réussite s'apprentent à se rappeler les heures douloureuses d'incertitude qu'ils ont vécues, mais plus encore les moments exaltants de leur victoire, cet épisode important de l'histoire récente des Franco-Ontariens devient aussi, pour un éditeur arrivant à peine à la barre du journal *Le Droit*, une initiation puissante. Elle nous fait rapidement saisir toute l'importance du fait français dans l'Est ontarien et la dyna-

des deux cahiers spéciaux produits par *Le Droit* en 1997 et en 2002, auquel s'ajoute celui-ci, permet de vivre en différé les émotions des gens qui ont été de toutes ces heures de combat. Ce sont de véritables pièces d'anthologie, une richesse historique.

Tous, au Québec, nous connaissons déjà madame Gisèle Lalonde, le porte-étendard de cette bataille épique, un symbole, sinon une icône consacrée à la grandeur du pays. Nous connaissons moins les Ronald Caza, Gérard Savoie, Jacques Blouin, Michelle de Courville Nicol, Jean-Robert Gauthier, Mauril Bélanger, Roger Bernard, Marc Cousineau et tous ces autres qui ont tenu si haut ce flambeau. Leurs actions, leur détermina-

cinq ans est aussi une grande œuvre d'éducation pour tous ceux qui viennent vivre et partager cette vitalité linguistique, sociale et humaine d'une région appelée à accueillir régulièrement des gens de partout, anglophones du reste du Canada, francophones des autres provinces, francophones et anglophones de tous les coins du Québec, citoyens du monde aussi.

MERCI

Ainsi vous nous faites partager votre fierté, nous faites comprendre la force de vos racines et la détermination à faire reconnaître vos droits, une détermination qui traverse le temps.

L'énergie qui s'en dégage est un modèle de vie.

Grandir sans perdre son âme

Jusqu'en 1997, ceux et celles qui suivaient la saga de l'hôpital Montfort auraient sans doute hésité à parier sur l'avenir du centre hospitalier franco-ontarien. Mais le ralliement historique de la communauté – voire du Canada français tout entier – a créé un bouclier populaire et la décision historique de la Cour divisionnaire, confirmée en 2001 par la Cour d'appel de l'Ontario, a affirmé le droit constitutionnel de l'Hôpital à survivre et à se développer comme outil essentiel de la société franco-ontarienne.



Pierre Allard

Collaboration spéciale

pallard@ledroit.com

«Le plus grand défi à l'époque, c'était d'éviter l'implosion, explique Gérard Savoie, directeur général de l'hôpital Montfort. Si les médecins quittent, tout le monde suit. Or il y avait des hôpitaux qui offraient des bonis (jusqu'à 5000\$!) pour essayer d'attirer notre personnel. Certains employés recevaient de 10 à 20 demandes par jour. En plus, nous recevions en moyenne 40 % moins de financement que les hôpitaux comparables en Ontario. Quand nous sommes allés devant les tribunaux il y avait eu un roulement de personnel de 85 % alors que le roulement normal aurait dû être de 5 à 10 %. Malgré tout, les médecins étaient restés!»

Pourtant, même aux heures les plus sombres, la direction de

Montfort avait déjà dans ses cartons des projets en vue d'un hôpital de plus grande envergure. Alors quand la victoire a finalement été acquise en décembre 2001, l'hôpital Montfort était prêt à rencontrer les représentants du ministère ontarien de la Santé pour tourner la page et entreprendre une phase de développement.

«Nous sommes allés chercher une base budgétaire beaucoup plus adéquate qui incluait pour la première fois notre mission d'enseignement, poursuit M. Savoie. C'est à cette époque-là, en travaillant avec les fonctionnaires du ministère, que nous avons pondu notre vision d'un nouveau Montfort agrandi.»

EXPANSION

Trois ans plus tard, en juillet 2005, le gouvernement McGuinnty annonçait officiellement une expansion majeure de l'hôpital Montfort. Présentement en construction, ce projet de 250 millions\$, doit plus que doubler la superficie de l'hôpital – de 300 000 à 750 000 pieds carrés.



LE DROIT

« Nous devons être performants. Nous devons faire mieux qu'ailleurs. Nous sommes condamnés à l'excellence. »
– Gérard Savoie, directeur général de l'hôpital Montfort.

Montfort disposera également de près de 300 lits de soins aigus et ses ressources humaines passeront de 950 à un minimum de 1500 employés.

De plus, l'hôpital franco-ontarien accueillera tous les ans 500 étudiants dans 36 disciplines différentes, et le programme de résidence en médecine familiale dou-

blera de 12 à 24 résidents par année, devenant du fait même l'un des plus importants au pays.

L'ÂME DE MONTFORT

La croissance physique, humaine et technologique de Montfort n'a pas changé son âme, cependant. L'institution continuera de jouer son rôle de défenseur et de promoteur de la langue française. Grâce au jugement de 2001, dit M. Savoie «tout ce qui pourrait avoir un effet sur la capacité de Montfort d'offrir des services en français, de continuer à travailler en français, de communiquer et de penser en français, est écarté. Dorénavant, quand l'Ontario investira des dollars en santé, on devra mettre en place des services en français et non des services bilingues. Ça, c'est tout un changement.»

Le plus important, ce n'est donc pas le chantier de construction en cours, mais ce que l'hôpital offrira au public à l'intérieur des nouveaux murs.

Avant de prendre une décision finale à ce sujet, les cadres et médecins ont entrepris d'examiner les meilleures pratiques au Canada, aux États-Unis et ailleurs pour que, tout en conservant ses valeurs culturelles et communautaires, l'hôpital Montfort soit aussi l'un des plus per-

formants. «Nous voulons offrir à la communauté un service cinq étoiles», dit M. Savoie. L'ouverture récente d'une nouvelle clinique de réadaptation cardiaque et d'une clinique du diabète s'inscrit dans cet objectif.

LA DÉFENSE NATIONALE

La location à la Défense nationale de quatre étages de l'aile Est de l'Hôpital ne mettra pas en danger les autres missions de Montfort, assure M. Savoie. Le ministère de la Défense a en effet accepté d'y concentrer ses professionnels de la santé franco-phones et bilingues.

Les quatre étages réservés à la Défense serviront à traiter les jeunes militaires en service actif, et non les anciens combattants. Le personnel du ministère et des Forces canadiennes assumera cette mission. Le personnel et les patients militaires auront accès aux autres services de Montfort, cliniques et académiques.

«Nous avons un cœur, une âme, des valeurs, conclut M. Savoie. Quand nous avons une institution unique en son genre, protégée par la Constitution, nous avons le devoir de ne pas la mettre à risque. Nous devons être performants. Nous devons faire mieux qu'ailleurs. Nous sommes condamnés à l'excellence.»



LE DROIT

La superficie de l'hôpital Montfort doit passer de 300 000 à 750 000 pieds carrés.



**QUATRIÈME SALLE
FOURTH STAGE**

*Dans les petites salles...
Les meilleurs talents!*

*La Quatrième Salle,
fier partenaire du talent franco-ontarien.*



CENTRE NATIONAL DES ARTS
NATIONAL ARTS CENTRE

www.nac-cna.ca

Le jugement Montfort: des ret

Félicitations à toute l'équipe de SOS Montfort pour leur appui inconditionnel à la cause francophone en soins de santé et meilleurs vœux en ce 10^e anniversaire!

Merci à tous les bénévoles qui mettent tout leur cœur pour assurer la survie de notre centre hospitalier.



JEAN-MARC LALONDE
député de Glengarry-Prescott-Russell
Tél. : 613 446-4010



465796



Librairie du soleil

Fier d'offrir le plus grand choix de livres en français de la région de la capitale nationale



- Littérature et fonds général adulte
- Littérature et documentaires jeunesse
- Dictionnaires et ouvrages spécialisés
- Publications gouvernementales
- Service de recherche et de commandes spéciales
- Service aux collectivités
- Soutien pédagogique aux écoles
- Matériel scolaire
- Papeterie fine et idées-cadeaux
- Jeux et casse-têtes
- DVD et logiciels

• **Marché By**
33, George (près de Sussex), Ottawa
613 241-6999

• **Village Place Cartier**
425, boul. Saint-Joseph, Gatineau
819 595-2414

La victoire de SOS Montfort dans le jugement de la Cour d'appel de l'Ontario rendu le 7 décembre 2001 a déjà, et aura bien davantage au cours des prochaines années, un impact positif fondamental sur les droits des communautés minoritaires de langue officielle au pays, insiste M^e Ronald Caza, le principal plaideur de cette cause.



Adrien Cantin
Collaboration spéciale

acantin@ledroit.com

Attablé dans un restaurant vietnamien du quartier chinois d'Ottawa rempli à craquer à l'heure du lunch, Ronald Caza feuillette intensément une brique de sept centimètres d'épaisseur préparée au cours des semaines précédentes par les jeunes associés du cabinet d'avocats Heenan Blaikie, dont il est un des principaux partenaires.

« Regarde. On a invoqué le jugement Montfort dans 30 décisions importantes de tribunaux d'un bout à l'autre du pays, dont deux décisions de la Cour suprême du Canada dans le domaine des droits linguistiques », martèle-t-il, s'arrêtant de temps en temps pour marquer un chapitre du document au crayon-feutre.

Ronald Caza, bien sûr, fut l'avocat de SOS Montfort devant la Cour d'appel de l'Ontario, en 2001, dont le jugement devait annuler l'intention du gouvernement ontarien de mettre en œuvre la recommandation de sa Commission de restructuration des services de santé, en 1997, de fermer l'hôpital Montfort, dans l'est d'Ottawa, le seul hôpital universitaire de langue française en Ontario.

Ce jugement historique, souligne le plaideur originaire de Chelmsford, dans le nord de l'Ontario, est en voie de devenir un outil juridique de première importance, non seulement pour les Franco-Ontariens mais pour toutes les minorités linguistiques au pays. En effet. Moins de six ans après avoir été rendu, le jugement Lalonde c. Ontario – Commission de restructuration des services de santé (2001), comme il est désigné dans les milieux juridiques, est déjà à l'origine d'une jurisprudence substantielle.

PARTOUT AU PAYS

Parmi les causes les plus récentes à l'avoir cité, pour la défense, notons l'action intentée l'automne dernier contre la Ville d'Ottawa par l'organisme Canadiens for Language Fairness (CLF) qui prétendait que les politiques d'embauche et de bilinguisme de la Ville d'Ottawa sont illégales parce qu'elles exigent parfois la connaissance du français. CLF a, on le sait, été déboutée.

Les plaideurs ont également cité ce jugement dans la cause Raïche c. Canada (Procureur général), au Nouveau-Brunswick, en 2005. La cour avait cassé une décision de réaménager la carte électorale fédérale en



déplaçant des localités francophones d'une circonscription francophone à une circonscription anglophone.

Les francophones des Territoires du Nord-Ouest l'ont également utilisé dans une poursuite contre le gouvernement fédéral en 2006, comme les Acadiens du Nouveau-Brunswick dans deux ou trois autres causes ainsi que des groupes francophones, entre autres, de l'Ontario, de Colombie-Britannique et du Nunavut.

M^e Caza souligne également les décisions Edwidge Casimir et Mario Charlebois de la Cour suprême du Canada, dans lesquelles le jugement Montfort fut invoqué. La première touchait à l'admissibilité à l'école anglaise au Québec pour des élèves ayant fréquenté les programmes d'immersion française en Ontario, où la demanderesse a obtenu gain de cause.

La cause Charlebois, cependant, ne fut qu'une bien maigre victoire pour la communauté acadienne alors que le plus haut tribunal du pays, tout en reconnaissant certains éléments de la demande, rejetait l'argument qu'au Nouveau-Brunswick les municipalités devaient être bilingues parce qu'elles sont, comme ailleurs au Canada, des créatures de la province. (Le Nouveau-Brunswick est la seule province officiellement bilingue au pays.)

MODIFICATION CONSTITUTIONNELLE

Marc Cousineau, un plaideur de la cause Montfort au côté de M^e Caza, croit lui aussi que la décision de la Cour d'appel de l'Ontario a eu des retombées beaucoup plus étendues que cel-

le de prévenir la fermeture d'un hôpital.

« C'est la décision linguistique la plus importante de l'histoire », lance le juriste, alors professeur à la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa, aujourd'hui (à la demi retraite) conseiller expert en matière de droit constitutionnel à l'étude Nelligan O'Brien Payne, à Ottawa.

« On a, en quelque sorte, modifié la Constitution du Canada pour donner une protection constitutionnelle aux institutions de la communauté; avec la décision Montfort, la communauté a pu invoquer avec succès des droits [...] qui étaient limités à l'article 23 de la Charte (droits en éducation) », insiste-t-il.

PRINCIPES CONSTITUTIONNELS

« NON ÉCRITS »

« Lors de la Confédération, poursuit-il, il était très clair que les deux communautés (française et anglaise) devaient coexister. Or, ce jugement est une reconnaissance formelle des principes fondateurs de la Constitution, à savoir que les deux communautés fondatrices peuvent coexister partout au pays ». (Avec les Premières nations, précise-t-il.)

Ronald Caza et Marc Cousineau s'entendent pour attribuer en grande partie cette victoire à la reconnaissance, par le tribunal, des « principes constitutionnels non écrits », une notion qui, depuis la deuxième Grande Guerre, prend une place de plus en plus grande dans les milieux juridiques du monde occidental.

Cela signifie, en gros, que même si un droit constitutionnel

ombées juridiques inestimables

n'est écrit nulle part, comme celui des Franco-Ontariens en matière de soins de santé, cela ne veut pas dire qu'il n'existe pas, et les tribunaux, tout com-

me les gouvernements, sont obligés d'en tenir compte.

Le 1^{er} décembre 2005, la juge en chef de la Cour suprême du Canada, Beverly McLachlin,

déclarait qu'« il existe des normes de justice d'un caractère si fondamental qu'elles font partie de la structure juridique de gouvernance et doivent être

soutenues par les tribunaux – qu'elles soient ou non exprimées dans des textes constitutionnels ».

Pensait-elle à Montfort en prononçant ces paroles à titre d'invité du prestigieux Lord Cooke Lecture à Wellington, en Nouvelle-Zélande? Vraisemblablement, car selon Ronald Caza, « c'était la première fois au Canada, dans la cause Montfort, qu'on les invoquait ».

CADEAU SUPRÊME

M^{me} McLachlin faisait partie du panel de juges de la Cour suprême qui avait statué, en 1998, lors du Renvoi sur la sécession du Québec, que « la Constitution n'est pas uniquement un texte écrit. Elle englobe tout le système des règles et principes qui régissent l'exercice du pouvoir constitutionnel. [...] Il faut faire un examen plus approfondi des principes sous-jacents qui animent l'ensemble de notre Constitution, dont le fédéralisme, la démocratie, le constitutionnalisme et la primauté du droit, ainsi que le respect des minorités. »

Dans cette opinion, le tribunal écrivait encore: « Il serait impossible de concevoir notre structure constitutionnelle sans (les principes non écrits) (qui) ne

sont pas simplement descriptifs [...] (mais) aussi investis d'une force normative puissante et lient à la fois les tribunaux et les gouvernements ».

« Ce renvoi fut un cadeau du ciel à l'égard des principes constitutionnels non écrits et, en conséquence, à l'égard de notre cause », renchérit M^e Caza.

10 ANS

Par ailleurs, Ronald Caza estime que ce n'est pas avant une dizaine d'années encore que l'impact de ce jugement sera pleinement ressenti dans les milieux juridiques.

« La jurisprudence vient à peine de commencer, au Canada, sur les principes non écrits, dit-il. Jusqu'ici, chaque fois qu'une partie a soulevé (en cour) la question des principes non écrits, on s'est référé à Montfort car c'était la première fois qu'on appliquait (cette notion) de façon concrète; la Cour d'appel les a énoncés, et on réitère. »

« Les principes non écrits sont dans leur enfance et ça prend des décennies pour développer du droit constitutionnel. Mais on voit que l'on a déjà commencé, partout au Canada, à utiliser la décision de Montfort pour soutenir ses positions », conclut-il avec satisfaction.



Archives LE DROIT

Ronald Caza fut l'avocat de SOS Montfort devant la Cour d'appel de l'Ontario, en 2001.



Il y a dix ans, des personnes se sont unies et ont rallié des milliers de Franco-ontariens et de Franco-ontariennes dans un projet mobilisateur pour la reconnaissance des droits des Francophones en Ontario.

La Cité collégiale, le premier et le plus grand collège d'arts appliqués et de technologie de l'Ontario, rend hommage à ceux et à celles qui, animés par leur conviction, ont permis la survie de Montfort, partenaire important du Collège dans la formation des futurs professionnels de la santé.

Célébrons ce dixième anniversaire avec fierté!

Le Collège des meilleures
PRATIQUES



www.lacitecollegiale.com

613 742-2483 ou sans frais 1 800 267-2483

Une décision de justice sans équivoque

Adrien Cantin
acantin@ledroit.com

Ironiquement, la cause Montfort ne fut pas la source intaris-

sable de mandats et, conséquemment, de gros sous, qu'on aurait pu imaginer, pour les avocats spécialisés dans les droits linguistiques des minorités. Des

avocats tel que Ronald Caza. « Certains me disent parfois : « Mon Dieu, après la cause Montfort, avec un tel précédent, t'as dû avoir plein de nouveaux dos-

siers ». Or, la réalité est qu'il n'y en pas eu autant qu'on pense, pour la simple raison que le jugement de la Cour d'appel de l'Ontario est tellement solide et tellement bien écrit que ce n'est souvent plus nécessaire d'aller devant les tribunaux pour faire valoir ses droits », dit-il avec un large sourire.

« Je ne peux pas vous dire, poursuit-il, à quel point je n'ai souvent qu'à envoyer un simple avis juridique (invoquant le jugement Montfort) qu'un client peut faire suivre à un organisme gouvernemental, ou une

simple mise en demeure, pour que le litige soit vite réglé. Dans bien des situations, les minorités linguistiques de partout au Canada peuvent désormais obtenir sans se battre, certaines institutions ou certains services. »

« Avec la décision Montfort, indique son collègue Marc Cousineau, la communauté a pu invoquer ces principes avec succès. Cela peut lui éviter d'aller en cour chaque fois qu'une question de droit linguistique est soulevée et éviter d'autres cauchemars de procès comme Montfort ».

Borden Ladner Gervais s.r.l.

offre ses meilleurs vœux à

l'Hôpital Montfort à l'occasion du
10^e anniversaire de SOS Montfort



**BORDEN
LADNER
GERVAIS** **D'ABORD,
LE SERVICE.**

www.blgcanada.com

CALGARY MONTRÉAL OTTAWA TORONTO VANCOUVER RÉGION DE WATERLOO

Borden Ladner Gervais s.r.l.
Avocats • Agents de brevets et de marques de commerce

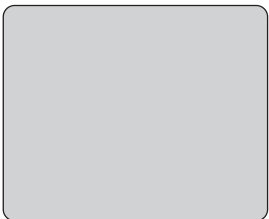
465802



Ronald Caza

ARCHIVES LE DROIT

Bravo à Montfort



L'équipe de Bel Air Lexus est fier de souligner l'excellence des services de santé offerts par l'Hôpital Montfort.

BEL-AIR LEXUS TOYOTA
440, chemin McArthur 613 741.3270

465586

m **HÔPITAL
MONTFORT**

*Félicitations à
l'Hôpital Montfort*

Spécialiste en formules d'ordinateurs

**SUPÉRIEURE SUPÉRIEURE
SUPERIOR**
BUSINESS FORMS INC. — FORMULES D'AFFAIRES INC.
SERVICES D'IMPRIMERIE

- Imprimerie commerciale
- Formules d'affaires en format continu, laser et en liasses
- Décalques en vinyle
- Broderie et sérigraphie sur chandail
- Articles promotionnels
- Étiquettes en format continu et laser
- Composition et montage

1467 RUE NORTHDALÉ, OTTAWA, ONTARIO K1B 4G7
TÉL.: **613 746-4848** TÉLÉC.: **613 741-9277**
COURRIEL: superiorbf@rogers.com

465981

C'était hier que l'Ontario tremblait



Imaginez si les Franco-Ontariens avaient baissé les bras, il y a dix ans. Imaginez...

Il n'y aurait plus d'hôpital Montfort. Il serait fermé. Peut-être même démolé. Qui sait ce que le gouvernement ontarien aurait fait de cet édifice si le mouvement SOS Montfort ne lui avait pas tenu tête. Parce qu'aux yeux du gouvernement Harris, cet hôpital n'était que « de la brique et du mortier »...

Imaginez si la communauté franco-ontarienne ne s'était pas rangée fièrement et financièrement derrière ce mouvement populaire dirigé par Gisèle Lalonde.

Il n'y aurait plus d'hôpital Montfort. Et le deuil collectif des Franco-Ontariens aurait été dévastateur et il se serait probablement perpétué pour des générations. On ne parlerait pas de célébrations aujourd'hui, on parlerait

« du jour où ils ont fermé notre hôpital ».

Mais le 22 mars 1997, quand 10 000 Franco-Ontariens se sont entassés dans le Centre municipal d'Ottawa pour crier haut et fort : « Montfort fermé, JAMAIS ! », c'est tout un pays qui nous a entendus. C'est toute une province qui a tremblé. C'est tout un mouvement qui a pris vie. Du jamais vu. Et contre vents et marées, on a gagné.

Déjà dix ans... C'est comme si c'était hier.

C'est cliché, ce que je viens d'écrire, je le sais, mais c'est vrai. C'est comme si c'était hier.

C'est comme si c'était hier que les journalistes se bouscuaient autour du directeur général de l'hôpital Montfort, Gerald Savoie, pour recueillir ses commentaires sur l'annonce de la fermeture de son hôpital. Dépité et complètement sonné par cette annonce

inattendue, M. Savoie avait simplement dit : « Le seul espoir que nous avons de renverser cette décision se trouve au niveau de la population. Les francophones vont-ils accepter la fermeture de l'hôpital Montfort? Ici à l'hôpital, nous avons tout fait pour démontrer au gouvernement ontarien notre rôle important et indispensable dans la communauté. C'est maintenant au tour de la population de se faire entendre. »

Message reçu, M. Savoie...

C'est comme si c'était hier que *Le Droit* titrait « SOS Montfort ». Un mouvement populaire créé le même jour s'appropriait ce titre pour en faire le sien.

C'est comme si c'était hier que j'apercevais mon frère aîné, Michel, présent à la toute première conférence de presse de SOS Montfort.

« Mais que fais-tu ici? lui avais-je demandé, lui qui avait accroché sa plume de journaliste depuis quelques années.

– On a retenu mes services pour assurer les communications et les relations avec les médias pour SOS Montfort.

– Crois-tu que le gouvernement renversera sa décision?

– Il ferait mieux.

– Sinon...?

– Sinon, on va amener ça à l'échelle nationale.

– T'es fou? Comment comptes-tu faire ça?

– *Just watch me.*

Un peu moins d'un mois plus tard, le 22 mars 1997, le « Grand ralliement Montfort » était diffusé d'un océan à l'autre sur les ondes de RDI.

Le 22 mars 1997. Déjà 10 ans... C'est comme si c'était hier.

La foule survoltée, les discours enflammés, les jeunes Franco-Ontariens qui dansaient et qui criaient leur fierté, la vague de milliers de drapeaux verts et blancs, l'entrée en scène triomphale de Gisèle Lalonde et du Sénateur Jean-Robert Gauthier, les autobus bondés de gens venus de tout l'Ontario qui se succédaient à la porte du Centre municipal...

C'était l'euphorie. Une douce et magnifique euphorie.

Je revois encore le député fédéral d'Ottawa-Vanier, Mauril Bélanger, seul sur le plancher du Centre municipal, contemplant avec ravissement la foule en délire.

« Ça va M. Bélanger? lui avais-je demandé.

– Ça n'a jamais été mieux Denis. Et sais-tu, je n'ai jamais été aussi



Cet hôpital n'était que « de la brique et du mortier » pour le gouvernement Harris. En nombre, la population l'a convaincu du contraire.

fier de ma vie d'être Franco-Ontarien.

– Moi non plus, M. Bélanger. Moi non plus.»

Le 22 mars 1997. Une journée pour fêter et célébrer... pour ne jamais oublier.

Jamais.

.....

Denis Gratton : 613 562-7531
dgratton@ledroit.com

Capital Taxi, au service de Montfort

Publi-reportage

depuis plus de 20 ans



D'une génération à l'autre, depuis maintenant 60 ans, le public d'Ottawa et des environs continue d'apprécier l'excellent service de Capital Taxi, une entreprise bien de chez nous. À l'Hôpital Montfort, Capital Taxi dessert le personnel, les patients et les visiteurs en exclusivité depuis plus de 20 ans !

Les clients et clientes moins jeunes qui se souviennent de l'industrie du taxi des années 50 et 60, alors que Capital Taxi gagnait en popularité, ne cessent de s'émerveiller devant les progrès technologiques des dernières années. Le crépitement de la voix du répartiteur à la radio et les vieux taximètres manuels ont cédé la place à des systèmes informatisés de pointe y compris le positionnement SPG.

« Reconnaisant que l'industrie du taxi devait améliorer ses services, Capital Taxi s'est transformée en une compagnie de service de taxi de classe mondiale », affirme Marc-André Way, directeur général de l'entreprise sexagénaire.

La flotte de plus de 200 véhicules de Capital Taxi utilise désormais la meilleure technologie satellite pour offrir à ses clients et clientes des services plus rapides et plus efficaces, des transactions financières plus commodes et plus sûres ainsi qu'un système d'information pour les passagers avec cartes, routes et autres informations utiles.

Cette modernisation très élaborée inclut une station de répartition à la fine pointe de la technologie, liée par satellite à une flotte de voitures équipée d'un puissant

ordinateur et système de positionnement global (SPG). Cet investissement apporte des améliorations dramatiques dans toutes les facettes du taxi.

Capital Taxi offre maintenant au public un service de répartition plus rapide, plus précis et silencieux, dont le principal effet est d'améliorer considérablement le temps de réponse et le confort des passagers. D'autre part, une base de données très élaborée permet une inscription par appels plus rapide, plus précise et plus efficace, particulièrement durant les heures de pointe. « Notre système de renseignements pour les conducteurs est conçu pour les aider à toujours fournir un service encore plus professionnel. », ajoute M. Way.

L'équipement à la fine pointe permet également d'assurer un traitement plus sûr et plus commode pour les cartes de crédit et de débit. Capital Taxi a aussi la capacité de suivre la trace de ses véhicules avec précision en cas d'urgence.

Au moment où l'Hôpital Montfort connaît une importante phase d'expansion, Capital Taxi se dit fière de desservir le centre hospitalier franco-ontarien et affirme son intention de continuer de croître avec lui.



24 heures • 7 jours par semaine • 613 744-3333

L'inébranlable mât du drapeau SOS Montfort

Il y a dix ans, Gisèle Lalonde avait promis à son mari de ne pas prendre « une autre job ». La cause de l'hôpital Montfort aura eu raison de sa promesse.

Le Droit

Celle qui fut la porte-parole de SOS Montfort tout au long de la lutte pour empêcher la fermeture du seul hôpital francophone en Ontario, a eu un grand choc le 24 février 1997 lorsqu'elle a ouvert son téléviseur au retour de vacances en Floride. « J'étais arrivée le matin même et en écoutant les nouvelles, en début de soirée, j'ai appris que la Commission de restructuration des services de santé de l'Ontario proposait de fermer l'hôpital Montfort. Ça m'a abasourdi. »

« Le soir même, poursuit-elle, une personne de l'Association canadienne-française de l'Ontario m'appela pour me parler de la situation. Je savais que Mike Harris (alors premier ministre de l'Ontario) ne changerait pas d'idée. Je venais de terminer une tournée de l'Ontario avec la commission « Qui fait quoi? » (sur la révision du mandat du gouvernement et des municipalités) et je connaissais bien la façon de faire de M. Harris. Je savais que ce serait très difficile mais j'avais confiance en moi », se souvient M^{me} Lalonde.

Dès le 25 février, les administrateurs de la Fondation de l'hôpital Montfort se réunissaient d'urgence et ils ont invité différentes personnalités de la communauté francophone à entrer dans la lutte. « En partant pour la réunion, mon mari m'a dit: Je ne veux pas que tu prennes une autre job. Je lui ai répondu: Mais non, voyons! », raconte Gisèle Lalonde dans un grand éclat de rire.

Lors de cette réunion, les participants se sont entendus sur la tenue d'un grand ralliement des Franco-Ontariens.

Pour avoir un impact, ce ralliement devait être le plus grand de l'histoire de la francophonie ontarienne, croyaient alors les organisateurs. « On a pensé faire cela au centre Corel (ancien nom de la Place Banque Scotia) mais il n'était pas disponible. Quelqu'un a suggéré le Centre municipal et l'avocat Ronald Caza a immédiatement téléphoné pour le réserver. Puis, le député fédéral d'Ottawa-Vanier, Mauril Bélanger, a suggéré que je sois nommée porte-parole de SOS Montfort et j'ai accepté à la condition qu'on me laisse faire cela à ma manière. Je ne voulais pas de patron. »

« FERMÉ ? JAMAIS ! »

Dès le lendemain, en conférence de presse, M^{me} Lalonde a lancé son célèbre cri de ralliement « Montfort fermé? Jamais! » Ce cri est resté bien ancré dans la mémoire collective.

Mais une fois de retour à la maison, Gisèle Lalonde s'est sentie bien seule pour mener la lutte. Elle s'est tournée vers l'ancien journaliste Michel Gratton qui a accepté de l'appuyer « pour un mois »... il est resté tout au long de la campagne de sauvegarde de l'hôpital.

« Une fois la poussière retombée, on se demandait comment on arriverait à attirer 10000 personnes au Centre municipal. Heureusement, un mini ralliement a attiré 700 personnes à Embrun, une semaine après l'annonce de la commission, alors je sentais qu'on avait de bonnes chances de succès. On en a parlé partout, sur toutes les tribunes ».

Le mouvement de résistance a pris de l'ampleur au fil des jours. *Le Droit* a fait circuler une péti-



LE DROIT

Championne improbable d'un bras de fer politique et linguistique, la porte-parole de SOS Montfort, Gisèle Lalonde, aura réussi, par sa ténacité, à forcer la main de l'ancien gouvernement de Mike Harris, qui en 2002, annonçait qu'il renonçait à faire fermer le seul hôpital francophone de l'Ontario.

tion. On a fait le tour des entreprises afin de recueillir de l'argent pour payer la location du Centre municipal. Même les curés en ont parlé en chaire et invité les fidèles à participer au grand ralliement du 22 mars 1997.

LE « PETIT PAIN »

« La salle était pleine. C'était excitant et ce fut un grand choc de voir tous ces gens. J'étais survoltée. Nous étions tous tannés de nous laisser manger la laine sur le dos. Lorsque j'étais jeune, mon père prononçait souvent la fameuse phrase "On est nés pour un petit pain", mais moi, je n'y ai jamais cru ».

La lutte pour la survie de l'Hôpital s'est alors transportée devant les tribunaux: elle a duré

cinq ans. En février 2002, trois ministres de l'ancien gouvernement de Mike Harris sont venus à l'hôpital Montfort annoncer que le gouvernement renonçait à poursuivre la lutte et qu'il acceptait finalement de garder l'hôpital ouvert. « C'était la première fois que les francophones battaient le plus puissant gouvernement provincial au Canada ».

HONNEURS

La lutte pour l'hôpital Montfort a eu un tel impact que Gisèle Lalonde en ressent encore les effets, dix ans plus tard. Elle a reçu plusieurs honneurs dont l'Ordre du Canada, la Légion d'honneur de la France, la Médaille du gouvernement du Québec et l'Ordre de l'Ontario.

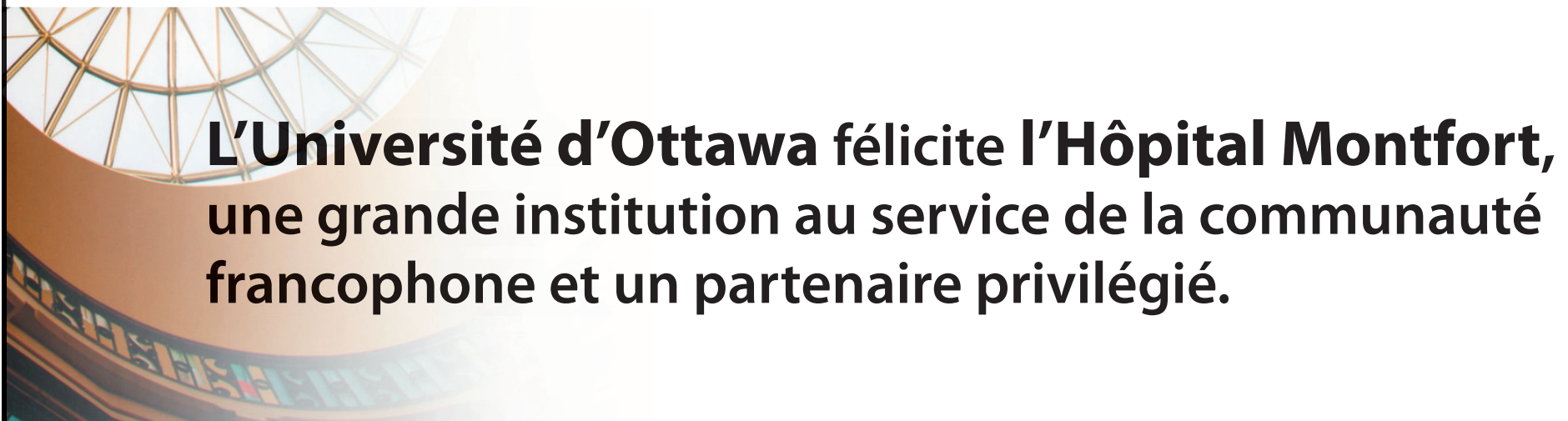
Et on a même nommé une école d'Ottawa en son honneur.

SOS Haïti

De plus, on fait appel à elle pour soutenir différentes causes et elle a bien du mal à refuser mais elle ne peut pas tout accepter. Elle est présidente de SOS Haïti, un mouvement mis sur pied pour aider les victimes de l'ouragan qui a ravagé ce pays en 2005.

« À 73 ans, j'ai encore de l'énergie mais je dois tout de même faire attention au surmenage. Il y a des gens qui pensent que je peux tout faire. Il y a quelques années, on m'a même demandé d'embarquer dans la lutte pour sauver le zoo de Québec » lance-t-elle en riant.

Université d'Ottawa



L'Université d'Ottawa félicite l'Hôpital Montfort, une grande institution au service de la communauté francophone et un partenaire privilégié.



uOttawa

L'Université canadienne
Canada's university

www.uOttawa.ca

L'écho d'un peuple

L'événement culturel
de l'été 2007 !

En 2007, *L'écho d'un peuple* vous offre tant de nouvelles choses à découvrir : culture, artisanat, gastronomie, histoire et divertissements pour toute la famille.

Et un mégaspectacle, présenté au crépuscule et mettant en scène 250 comédiens, 2 700 costumes, des décors stupéfiants, des éclairages électrisants et une bande sonore à vous couper le souffle.

En ce dixième anniversaire du grand ralliement pour sauver l'hôpital Montfort, *L'écho d'un peuple* joint sa voix à tous ceux et celles qui ont à cœur de souligner ce pas important dans l'affirmation des droits des Francophones.

Plus de

**4 000 billets
déjà vendus !**

Du 7 juillet au
18 août prochains.

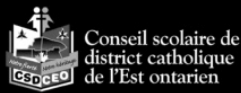
Réservez sans tarder !

1 888 313-ECHO

www.echodunpeuple.ca



THÉÂTRE  Desjardins



RDEE
Ontario

XEROX

Présenté par *L'écho d'un peuple Inc.*

Fiers d'appuyer Montfort, une institution essentielle pour la vitalité et la croissance de la communauté franco-ontarienne

Heenan Blaikie

Nous offrons une gamme complète de services juridiques et de solutions d'affaires à des clients de tous les secteurs de l'industrie.

Heenan Blaikie - Ottawa
613 236.1668

Heenan Blaikie SRL • Avocats | Agents de brevets et de marques de commerce • Ottawa Montréal Toronto Vancouver Québec Calgary Sherbrooke Trois-Rivières Victoria • www.heenanblaikie.com

465990



ASSEMBLÉE DE
LA FRANCOPHONIE
DE L'ONTARIO

L'ASSEMBLÉE DE LA FRANCOPHONIE DE L'ONTARIO (AFO)

est fière de souligner
le **10^e anniversaire** du grand
ralliement historique pour la
sauvegarde de l'Hôpital Montfort.

10 ans déjà
et vous voilà en plein essor!

Pour tant d'efforts,
de solidarité et de ténacité,

Merci!



www.afo.franco.ca

1997: Montfort vainqueur! 2007: Montfort leader!

465999

mémorable combat!

**10 ANS
DÉJÀ**

La victoire tonitruante

Plus le temps passe, plus tous les souvenirs se confondent dans une seule image.

Michel Gratton
collaboration spéciale

Une image floue. Comme un mirage. Comme des milliers de fantômes dont on ne sait s'ils sont venus du passé, du présent ou de l'avenir.

Une foule sans visage qui ressemble plus à un océan. Mouvant, vivant, puissant.

Un murmure distant, mais tou-

midi, pour défendre un hôpital ce n'était rien de moins que de la folie. J'avais partagé ces sentiments avec la grande Gisèle Lalonde dès les premiers jours de mon implication.

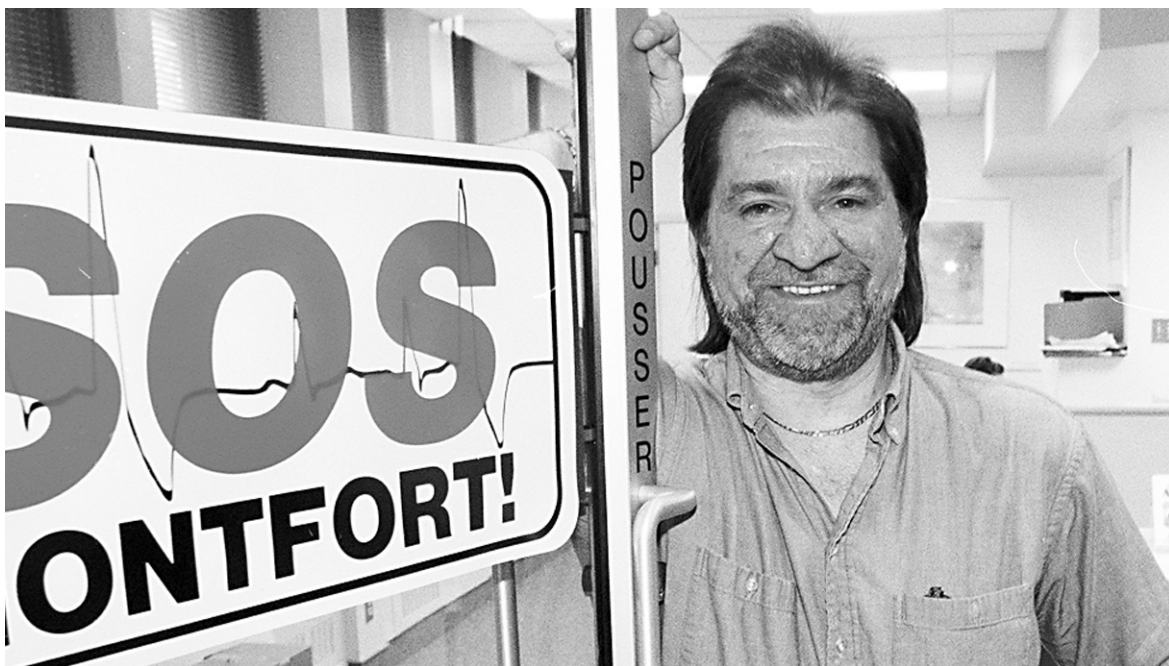
Mais c'était une belle folie. Si, par miracle, on réussissait? Tout changerait. J'en étais convaincu.

Un échec, par contre, aurait été catastrophique. Pour moi, pour Montfort, pour la cause et, j'en suis tout aussi persuadé, pour la communauté franco-ontarienne. On ne s'en remettrait pas. Jamais.

ne faut pas l'oublier, de tous les Canadiens tout simplement empreints de justice sociale.

Le génie d'organiser un ralliement n'est pas venu de moi. C'était la lubie de Gisèle Lalonde et de la poignée de Franco-phones indignés qui se sont rassemblés à Montfort au lendemain de l'annonce de la fermeture pour décider comment combattre cette décision injuste, injustifiée et injustifiable.

La décision était déjà prise quand je me suis pointé à SOS Montfort. J'avais tout simplement à faire ma part pour réus-



ARCHIVES

Convié – par Gisèle Lalonde en personne – à épauler les organisateurs de SOS Montfort aux communications, l'ancien journaliste Michel Gratton s'est, le 22 mars 1997, réconcilié avec «son peuple», les Franco-Ontariens.

jours là. Menaçant. Comme un orage qui gronde dans le lointain, dans l'inconnu.

Cinq ans d'une lutte de tous les instants. Cinq années de plus de changements renversants. Dix ans. Et, pourtant, je reviens toujours au même endroit, au même moment, comme si ma Terre s'était arrêtée de tourner ce jour-là.

Le 22 mars 1997, c'est tout mon univers qui a changé. Tout ce que j'avais pu croire avant de qui j'étais, d'où je venais, où j'allais. Où était ma place, quel était mon rôle, ma mission, dans ce court laps de temps qu'on appelle «la vie».

UN MOMENT MAGIQUE

Toutes les réponses me sont venues en avalanche alors que je me berçais dans cette douce marée de 10 000 exaltés. Alors que je baignais parmi les miens dans un moment magique pour tous ceux et celles qui étaient là. Un moment que j'attendais depuis toujours. La communion des âmes. Le sentiment de ne plus jamais être seul. De faire partie de quelque chose de beaucoup plus gros, beaucoup plus important.

Un peuple est venu au monde ce jour-là. Mon peuple. Et je me suis réconcilié avec mon peuple. Enfin. Il m'aura fallu plus de 40 ans pour y arriver.

Je sais qu'il y avait alors en moi, surtout au cours des jours qui ont précédé ce moment, des inquiétudes stratégiques. Comme défi, remplir un stade de 10 000 places, un samedi après-

Que constituerait un échec? Parmi nous, les avis variaient. Certains prétendaient qu'une foule de 5 000 à 7 000 personnes serait suffisante pour crier victoire. Je n'étais pas du groupe.

Cinq mille personnes signifiaient un stade à moitié vide. 2 000 de plus, cela laissait encore trop de sièges vacants. Nous aurions pu proclamer le succès de notre ralliement, mais les commentateurs auraient été partagés. Le gouvernement qui fermait Montfort l'aurait balayé du revers de la main: Tout simplement une autre manifestation d'un autre «groupe d'intérêt».

Je n'ai jamais pensé que de simplement remplir le Centre municipal inciterait le gouvernement de l'époque à changer d'idée sur la fermeture de Montfort. Ce n'était selon moi qu'un début vers le chemin de notre victoire. Mais ce premier pas était absolument essentiel si l'on souhaitait que nos adversaires et, assurément, nos propres partisans nous prennent au sérieux.

SUR LA SCÈNE NATIONALE

De plus, j'étais aussi convaincu que la seule façon de gagner la lutte de Montfort était d'amener la cause sur la scène nationale. En Ontario, face à un gouvernement fortement majoritaire qui s'était bâti une réputation de ne jamais céder sous les pressions, le combat était de loin trop inégal. Si la cause prenait une ampleur nationale, cependant, nous pourrions bénéficier du poids énorme du Québec, des Francophones minoritaires et, il

sir... en trois semaines. Ce serait les trois semaines les plus démentielles de ma vie. Mais, tout au long desquelles je ne cessais de m'étonner de la profondeur de l'engagement de cette communauté qui était la mienne, mais que je connaissais fort mal.

LA CONTAGION

Plus nous approchions du 22 mars, plus je ressentais dans nos gens un sentiment d'extrême confiance face à la lutte. Cette petite voix qui nous répète: «On ne se laissera pas faire!» Montfort était devenu contagieux. Épidémique.

Mais ce n'est que deux jours avant le ralliement que j'ai finalement commencé à croire que nous allions peut-être réussir l'impossible, quand plus de 1 500 jeunes étudiants se sont massés sur les terrains de Montfort pour faire une chaîne humaine autour de l'Hôpital.

Je les ai vus venir de loin. Il y a eu d'abord cet autobus scolaire tellement bondé qu'on brisait assurément toutes les normes de sécurité. On m'avait dit que les étudiants viendraient à pied de l'école Samuel Genest et de La Cité collégiale, deux institutions situées relativement près de Montfort. Quand j'ai demandé à un des étudiants de l'autobus s'ils étaient de Samuel Genest, il m'a regardé comme si j'arrivais d'une autre planète en répondant: «Non. Nous sommes de De La Salle.»

Deux autres autobus. J'ai demandé s'ils étaient aussi de De

d'un orage qui gronde

La Salle. Mêmes regards. Non. Ils provenaient de Louis Riel et d'André-Laurendeau. Ils étaient déjà plus de 200 et je ne comprenais plus rien.

Et puis, du haut du promontoire de Montfort, j'ai vu l'une des scènes les plus enivrantes de ma vie. Une véritable armée de marcheurs, menés par un front de drapeaux franco-ontariens. J'avais les larmes aux yeux. Et je me suis retourné pour voir au deuxième étage de Montfort des infirmières qui pleuraient à chaudes larmes.

Là, j'ai cru. J'ai téléphoné à Gisèle Lalonde qui était sur la Colline parlementaire occupée à recevoir l'Ordre de la Pléiade. Je lui ai dit simplement: «On va les avoir, nos 10000...» Il nous restait 48 heures.

Mais l'angoisse que j'ai ressentie tout de même jusqu'à la dernière minute était fondée sur beaucoup plus que de simples considérations stratégiques.

Depuis le tout premier jour, où j'avais vu, à mon grand étonnement, ma communauté se lever pour combattre, je me disais que dans ce malheur, la francophonie ontarienne s'était fait servir la plus grande chance de son histoire.

COMPLEXES MINORITAIRES

Nous avons, dans la crise de Montfort, l'occasion de prouver plus que jamais de quoi nous étions faits. L'occasion de secouer les complexes minoritaires et les compromis qu'ils nous forcent à faire. L'occasion de faire un pas de géant vers notre véritable affirmation, le pas que les Québécois et les Acadiens avaient déjà fait.

Mais, tout ça passait par l'enfer du 22 mars.

En écrivant le discours qu'allait prononcer Gisèle Lalonde au ralliement, j'avais commencé par la phrase: «Vous avez tenu

vos rendez-vous avec l'histoire!» Ce n'était pas que de la rhétorique enflammée pour moi. C'était exactement ce que je pensais. Et quand Gisèle l'a dit aux 10000 personnes réunies, c'était en quelque sorte mes remerciements à l'endroit de tous ces gens de mon peuple d'avoir soudainement donné un sens à ma vie.

De toutes les victoires que nous avons eues depuis – et Dieu sait qu'il y en a – la plus importante est qu'en ce 22 mars 1997, nous avons changé le cours de l'histoire. Notre histoire. Nous avons changé pour toujours la perception que les autres avaient de nous, mais surtout, la perception que nous avions de nous-mêmes.

C'est ça le véritable cadeau que nous avons fait aux générations passées, présentes et à venir.

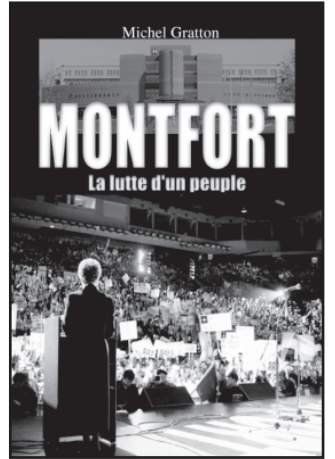
La victoire qu'il nous reste à gagner c'est de ne jamais, jamais, oublier.

Montfort fait partie de notre histoire, souvenons-nous-en!

Le Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques, fier éditeur de

MONTFORT
La lutte d'un peuple

En vente à 19,95 \$
à la **Librairie du Centre**, dans toute bonne librairie ou sur Internet : www.librairieducentre.com



CFORP et Librairie du Centre
435, rue Donald, Ottawa
Tél. CFORP : 613 747-8000
Tél. librairie : 613 747-1553



ARCHIVES

Le sentiment que notre impossible défi – rallier 10000 personnes à notre cause – était à deux doigts de se réaliser, nous ne l'avons eu que deux jours avant. Lorsque plus de 1500 jeunes étudiants se sont massés sur les terrains de Montfort pour faire une chaîne humaine autour de l'Hôpital. Des jeunes de Samuel Genest et de La Cité collégiale, bien sûr, mais pas seulement. Cette jeune énergie dévouée en autobus venait de l'école De La Salle. De Louis Riel. D'André-Laurendeau. Et de combien d'autres...?

Montfort...

c'est la francophonie en santé!



Association des enseignants et des enseignants franco-ontariens

repco-média
Agence de représentation média

Planification et ventes publicitaires nationales pour la presse francophone.

1.866.411.7486

... où de vraies personnes vous répondent!



Des pas de géant partout au pays

Adrien Cantin
acantin@ledroit.com

Il y avait une dynamique assez

particulière chez les 400 participants qui, le mois dernier, à Ottawa, prenaient part au 3^e Rendez-vous national de la Société santé

en français, un organisme national œuvrant au sein des communautés francophones minoritaires.

L'organisme regroupe 17 réseaux de services de santé en français, de Terre-Neuve à la Colombie-Britannique, du Nunavut au Yukon. Il y a dix ans, ce genre de réseaux se faisaient plutôt rare. En matière de soins de santé, les communautés francophones en milieu minoritaire avaient l'impression de se battre contre des moulins à vent.

Le premier en Ontario, le Réseau des services de santé de l'Est de l'Ontario (RSSFEO), a été créé en 1999 et signait, à l'automne de 2001, une première entente avec le gouvernement de l'Ontario pour assumer, à titre consultatif, le développement et la planification des services de santé en français dans la région. Depuis, toutes les régions du pays ont calqué le modèle.

ritaires de langue française au pays. Elle confirmerait la légitimité des réseaux régionaux de santé, qui se sont mis à pousser comme des champignons un peu partout au pays.

Cet élément est particulièrement important dans la perspective de la réforme des soins de santé qui s'opère présentement en Ontario, alors que le ministère de la Santé et des Soins de longue durée lançait l'année dernière une importante initiative de décentralisation de la gestion des soins de santé.

Les quatre réseaux francophones de la province en sont des interlocuteurs incontournables et le ministère mettait sur pied, dans le cadre de cet exercice, le Groupe de travail franco-ontarien sur la transformation du système de santé dirigé par nul autre que ... Gérald Savoie, le directeur général de l'hôpital Montfort.

Dans un récent rapport préliminaire du Groupe, Gérald Savoie écrivait : « Il n'est pas question de savoir si les francophones de l'Ontario ont droit à la gouvernance (...) ni s'ils en ont besoin. Il s'agit plutôt de définir la forme de gouvernance qui pourra le mieux répondre aux besoins... »

Nous en sommes là, indique la présidente de l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO), Mariette Carrier-Fraser, parce que « le jugement Montfort a établi que la Loi sur les services en français de l'Ontario est quasi-constitutionnelle, et cela inclut les services de santé ».

À l'échelle du pays, « la Cour a reconnu l'importance de consulter les communautés ou de prendre en compte leurs besoins dans les décisions qui les affectent », ajoute Jean-Guy Rioux.

MOMENTUM

« La victoire de Montfort a mis le dossier de la santé à l'avant-plan », confirme le président de la Fédération des communautés francophones et acadiennes (FCFA) du Canada, Jean-Guy Rioux. « À l'époque, on travaillait déjà sur ce dossier, mais Montfort a donné le momentum nécessaire pour (le) faire avancer et stimuler la mise sur pied de réseaux consacrés au développement de l'accès aux soins de santé en français ».

Les juges de la Cour d'appel écrivaient, dans leur jugement de 1981, que « Montfort a un rôle institutionnel plus large que la prestation des services en français [...] (il) comprend notamment celui de maintenir la langue française, de transmettre la culture francophone et de favoriser la solidarité au sein de la minorité franco-ontarienne ».

Cela s'appliquerait également à toutes les communautés mino-

Le Centre de soins de longue durée est fier d'être associé à l'Hôpital Montfort.

En accueillant ses premiers résidents, le 19 mars 2003, le Centre de soins longue durée Montfort nous rappelait que l'hôpital Montfort, qui combattait pour sa survie depuis quelques années, est devenu un complexe cinq étoiles équipé pour offrir à toute la communauté un soutien infatigable.



Centre de soins de longue durée Montfort

705, chemin Montréal, Ottawa, 613 746-8602



ZW GROUP INC. Certifié ISO
GESTION DE PROJETS

**Partenaires,
fiers du succès de
l'Hôpital Montfort**

**Félicitations à
l'occasion de ce grand**

10^e anniversaire!

ZW Group Gestionnaires de projets — Project d'agrandissement de l'Hôpital Montfort

150, chemin Richmond, Ottawa, K1Z 6W2 Tél 613.596.9663 www.zwgroup.com

*« Montfort nous assure,
francophones, l'accès à des soins
de santé de qualité dans notre
langue, la langue qui articule
et véhicule nos pensées,
nos émotions, nos douleurs et nos joies.
Dix ans après, Montfort demeure
le symbole des gains que nous avons réalisés,
et de tout ce que nous pouvons accomplir
lorsque nous travaillons ensemble. »*



Madeleine Meilleur, MPP/députée
Ottawa-Vanier



Bureau de circonscription / Constituency Office :

**237 ch. Montreal Road
Ottawa, ON K1L 6C7
613 744-4484**

mmeilleur.mpp.co@liberal.ola.org

1997 — **UNE FERMETURE ANNONCÉE**



24 FÉVRIER

La Commission de restructuration des soins de santé de l'Ontario (CRSS), créée par le gouvernement ontarien, annonce la fermeture de l'hôpital Montfort, le seul hôpital universitaire de langue française en Ontario, dès juin 1999. Les commissaires, George Lund et Mark Rochon n'avaient pas de bonnes nouvelles à annoncer, ... malgré leur air réjoui.

25 FÉVRIER

En moins de 24 heures, tous les intervenants franco-ontariens des milieux associatif et politique se sont rapidement ralliés à la direction de l'hôpital Montfort dans le but de renverser cette décision inattendue et inexplicable du gouvernement ontarien. Le mouvement SOS Montfort est créé. Il sera présidé par l'ex-mairesse de Vanier, Gisèle Lalonde.



tfo.org

**SOS Montfort
10 ans déjà?!**

Toute l'équipe de TFO salue chaleureusement tous ceux et celles qui ont fait de SOS Montfort un cri de ralliement puis un cri de victoire entendu et ressenti à travers la province... hier, aujourd'hui et pour toujours !

CHAPEAU!!!

Audacieusement éducatif !

Le Ralliement du 22 mars 1997



Plus de 10 000 Franco-Ontariens se réunissent au Centre municipal d'Ottawa pour demander le renversement de la décision de la CRSS. Le slogan de la campagne SOS Montfort est lancé:

«Montfort, fermé: Jamais!»



«Les Canadiens regardent aujourd'hui un peuple debout ! Un peuple fort ! Un peuple uni ! Un peuple solidaire ! Un peuple vivant ! La date du 22 mars 1997 sera dorénavant connue comme le jour du grand ralliement. Souvenez-vous de ce grand jour, parce que personne ne pourra jamais vous l'enlever !», a lancé Gisèle Lalonde, devant une foule survoltée au Centre municipal d'Ottawa.



La santé
en français,
une carrière
qui fait du bien !

- **BACCALAURÉAT**
Gérontologie (mineure)
Psychologie
Sciences de la santé
Sciences de l'activité physique
Sciences du loisir
Sciences de la nutrition
Sciences infirmières
Service social
- **CERTIFICAT 1^{ER} CYCLE**
Infirmière et infirmier praticien
- **MAÎTRISE**
Audiologie
Ergothérapie
Orthophonie
Physiothérapie
Sciences de l'activité physique
Sciences infirmières
Sciences infirmières - infirmière ou infirmier praticien
Service social
- **MÉDECINE**
1^{er} cycle
- **DOCTORAT**
Psychologie clinique



**Consortium national
de formation en santé**
Volet Université d'Ottawa



uOttawa

L'Université canadienne
Canada's university

cnfs@uottawa.ca

☎ 613-562-5800 (8027) | 1-877-221-2637

451 Smyth Ottawa ON K1H 8M5

www.cnfs.ca/uOttawa

Le Ralliement du 22 mars 1997

Trop affaibli par une grave maladie qui menaçait sa vie, le sénateur Jean-Robert Gauthier n'a pu prendre la parole devant les 10 000 Franco-Ontariens réunis au Centre municipal d'Ottawa. Il a tout de même insisté pour monter sur scène et être parmi les siens en cette journée historique. Moment émouvant, la foule lui a réservé un « Cher Jean-Robert, c'est à ton tour » venu droit du cœur. M. Gauthier n'a pu retenir ses larmes.

Dans une entrevue accordée au *Droit* le 25 février 1997, au lendemain de l'annonce de la fermeture possible de l'hôpital Montfort, le sénateur Gauthier a laissé ce message aux Franco-Ontariens: «Soyez solidaires. Si nous nous divisons, nous perdrons la guerre. Nous sommes chez nous en Ontario et nous avons le droit d'être servis en français. Soyons unis, soyons solidaires, et nous gagnerons.»



Membres et futurs membres recevant de l'ACFO d'Ottawa, le prix de l'organisme de l'année 2007



10 ANS APRÈS!
Célébrons ensemble le 10^e anniversaire de la date historique du 23 mars!
FÉLICITATIONS AUX ORGANISATEURS!

LES CLUBS RICHIEU DU DISTRICT NUMÉRO 1 DU RICHIEU INTERNATIONAL

«LE CLUB DE LA FRANCOPHONIE»

Administrateur du District – R/Tréva Cousineau
Gouverneur, région Horace-Viau, R/Jean-Guy Doyon
Gouverneur, région Long-Sault/Carillon, R/Gilles Gratton
Gouverneur, région Nicolas-Gatineau, R/Claude Lacasse



LE THÉÂTRE DU TRILLIUM THÉÂTRE DE LA VIEILLE 17 VOX théâtre «théâtre lacapulte...»

Fêtons en grand **10 ans!**

La victoire de S.O.S. Montfort nous a tous fait grandir...



www.nouvellescene.com
613-241-2727

La Nouvelle Scène



Oui, l'avenir est à ceux qui luttent!

La survie de l'Hôpital Montfort restera gravée à tout jamais dans nos pages.

LeDroit
cyberpresse.ca

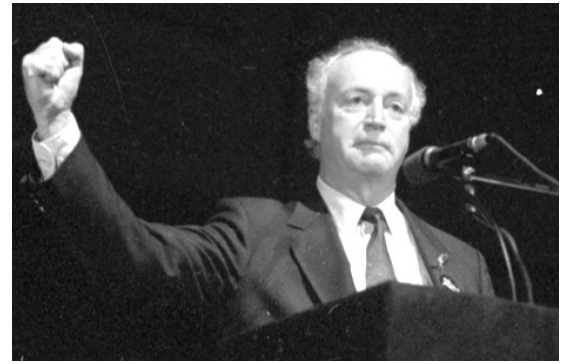
Pour comprendre le monde

Le Ralliement du 22 mars 1997



«Le 27 mars 1913, des Franco-Ontariens déterminés ont dit "NON" et ils ont publié la première édition du quotidien *Le Droit* afin de lutter contre le Règlement 17. Ils donnaient une devise prophétique à leur journal de combat: L'avenir est à ceux qui luttent. Aujourd'hui, 84 ans plus tard, *Le Droit* reprend le flambeau de cette lutte incessante contre les forces du rapetissement et du mépris.»
– Pierre Bergeron, président et éditeur du *Droit*

«M. Harris, lorsque nous aurons les deux pieds dans les ruines de Montfort, comment allez-vous expliquer aux Québécois que vous n'avez pas été capable de conserver le seul hôpital francophone de l'Ontario?»
– Jacques Blouin, président de l'ACFO de Prescott-Russell




«Vous n'êtes pas seuls dans votre lutte, beaucoup d'anglophones vous appuient. Je veux profiter de l'occasion pour lancer un message à Mike Harris: Tu ne peux pas te cacher derrière la Commission de restructuration des soins de santé de l'Ontario. C'est toi qui es responsable. Prends le téléphone et dit à M. Bouchard (NDLR: Lucien Bouchard était alors premier ministre du Québec) que, comme les anglophones de Montréal, les francophones d'Ottawa ont besoin de leur hôpital.»
– John Trent, Dialogue Canada

*Aux artisans de SOS Montfort
Au personnel et aux collaborateurs*

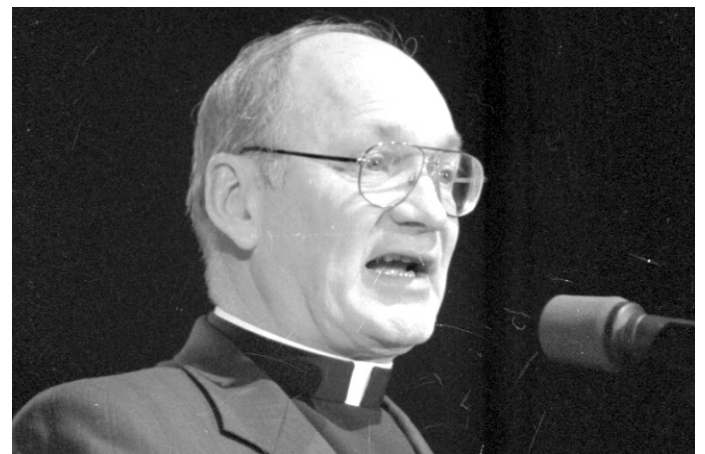
*Sincères félicitations!
Meilleurs voeux de courage
et de persévérance!*

*Célébrons ce 10^e anniversaire
dans la Joie et la Gratitude*



**Les Soeurs
de la Charité d'Ottawa**

«L'Université d'Ottawa offre un programme de médecine totalement en français. Nos étudiants ont besoin d'un milieu clinique pour apprendre et livrer des soins de santé en français.»
– Marcel Hamelin, recteur de l'Université d'Ottawa



«Perdre Montfort serait comme un infarctus au cœur de notre communauté, qui se répandrait à travers tout l'Ontario [...], cette terre que nos ancêtres ont défrichée à la sueur de leur front.»
– M^{gr} Paul Marchand, évêque auxiliaire d'Ottawa



2825 Sheffield Rd., Suite 201,
Ottawa, Ontario K1B 3V8
Téléphone: 613 746-4383
Sans frais 877 430-8611
Télécopieur: 613 746-5568
Courriel : daniel@pigeonassurance.ca

Assurance: Commerciale, Personnelle, Cautionnement, Groupe,
Auto, Résidence, Condominium, Locataire, Vie
Gestion de Risque



**ASSOCIATION
POUR L'INTÉGRATION SOCIALE D'OTTAWA**
235, RUE DONALD
K1K 1N1

*L'Association pour l'intégration
sociale d'Ottawa (AISO)*
est heureuse de souligner les 10 ans
de SOS Montfort et est fière de contribuer
à l'avancement de la cause de la francophonie
et de celle de la déficience intellectuelle.

613 744-2241

WWW.AISO.ORG

Le Ralliement du 22 mars 1997



Les aînés ont participé activement au rassemblement. C'était une question de fierté pour les pionniers de Montfort.

Mesdames Corneille Dagenais, Élise Guibord et Juliette Woods ont manifesté pour que Montfort reste ouvert et ainsi éviter de parcourir des kilomètres pour recevoir de bons soins. «On va toujours continuer à se battre parce que si l'hôpital ferme, on perd tout!» a confié Élise Guibord.



Le soulèvement de 10 000 Franco-Ontariens pour réclamer la survie de leur hôpital a suscité l'intérêt de tous les médias, écrits et électroniques, francophones comme anglophones. Les caméras étaient partout, les journalistes se lançaient à l'assaut des organisateurs de l'événement. Trois médias, le Réseau de l'information (RDI), CJRC AM et Rogers Cable, diffusaient des émissions en direct du rassemblement. L'émission d'une heure trente de RDI a été diffusée à travers tout le Canada.

Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario

Le CEPEO vous invite à venir célébrer le 10^e anniversaire du Grand rassemblement de S.O.S. Montfort

Gala RIONS EN CŒUR!

► Spectacle mettant en vedette des **humoristes professionnels** et les **finalistes du concours d'humour CEPEO**

Gisèle Lalonde, présidente d'honneur

Animateur Jean-Christian Thibodeau

► École secondaire publique **Gisèle-Lalonde**
500, boulevard Millennium
Orléans, ON K4A 4X3

► Le samedi **31 mars 2007**
à 19 h 30

► **Billets - 20\$**
places non assignées

Billets disponibles :

(613) 830-0217

(613) 833-2751

(613) 748-4920

www.cepeo.on.ca

LE DROIT, OTTAWA-GATINEAU, ÉDITION WEEK-END 24 ET 25 MARS 2007

MAISON FRATERNITÉ,
traitement professionnel des toxicomanies
613 741-2523

OUI, ÇA MARCHE...

QUAND ON LE VEUT VRAIMENT!

Une bataille décisive pour toute la francophonie!

B17

1998 — Le temps des tribunaux



AOÛT

SOS Montfort s'adresse aux tribunaux. La cause sera défendue par l'avocat franco-ontarien Ronald Caza. La requête en révision judiciaire déposée avait pour but de faire annuler les décisions annoncées le 13 août 1997 par la Commission de restructuration des soins de santé de l'Ontario (CRSS) et de préserver les services offerts à l'hôpital Montfort.

SOS Montfort crée alors le Fonds de la résistance pour assumer les frais judiciaires. Jean-Robert Gauthier reprend le flambeau de la lutte pour la survie de l'hôpital Montfort. Malgré son état de santé chancelant, le sénateur Gauthier a accepté la présidence d'honneur de la campagne de financement du Fonds de résistance SOS Montfort. Quatre cent mille dollars ont été recueillis.

Club de golf Outaouais

www.golf-outaouais.ca

301, montée Outaouais
C.P. 190 Rockland, ON
K4K 1K3 613.446-4490

Club de golf Outaouais

Jouez **Outaouais**, vous ne serez pas **déçu!**

- Ouvert au public
- Parcours spectaculaire - 27 trous de Championnat
- 6 898 verges
- Professionnels de l'ACGP
- Salle à manger et salle de réception



Le sénateur Jean-Robert Gauthier

DÉCEMBRE

Une proposition préparée par l'hôpital Montfort, l'Hôpital d'Ottawa et l'Université d'Ottawa pour assurer des services essentiels à l'hôpital Montfort est présentée à la CRSS, qui n'en tient pas compte.

Longue vie à Montfort!
Longue vie à ses défenseurs, à son personnel et à ses bénévoles!

Les Filles de la Sagesse, fondatrices en 1953 de l'Hôpital Montfort, félicitent les artisanes et les artisans de SOS Montfort en ce 10^e anniversaire de leur victoire historique, tremplin d'une incroyable expansion.

Longue vie à Montfort!
Longue vie à ses défenseurs, à son personnel et à ses bénévoles!

Les membres des Chevaliers de Colomb Conseil 5571 Vanier tiennent à souligner l'apport important de l'Hôpital Montfort pour toute la communauté franco-ontarienne.

Grand Chevalier, Jean-Rock Carrier
260 Mc Arthur, Ottawa/Vanier
613 749-5111

1999 — L'adversaire est battu

AVRIL

La CRSS est démantelée. Elle n'a plus de pouvoir décisionnel, seulement un mandat de recommandation.

14 AU 18 JUIN

La cause de Montfort est entendue par la Cour divisionnaire de l'Ontario pendant quatre jours.

29 NOVEMBRE

L'hôpital Montfort et SOS Montfort gagnent leur cause en justice. L'hôpital francophone jouit d'une protection constitutionnelle en tant qu'institution essentielle à l'épanouissement de la communauté franco-ontarienne, dit la Cour divisionnaire, qui annule les directives de la CRSS.

13 DÉCEMBRE

Le gouvernement de Mike Harris annonce qu'il portera le jugement en appel, invoquant «l'activisme judiciaire» du tribunal.



FROMAGE

FONDÉE
1894
SINCE

St-Albert
CHEESE

Montfort sera toujours
une source d'inspiration
pour la communauté
franco-ontarienne.

BRAVO!



FROMAGERIE ST-ALBERT
St-Albert (Ontario)
613 987-2872

26 MAI

«Ceux qui luttent pour la survie de Montfort restent accrochés au passé», lance le premier ministre Mike Harris au cours de sa campagne électorale.

FIERS DE SOUTENIR UNE GRANDE INSTITUTION

L'Hôpital Montfort est un élément important de notre collectivité depuis plus de 50 ans. Le Groupe des entreprises nationales de RBC Marchés des Capitaux est fier d'être le fournisseur de services financiers de cette institution, l'aidant ainsi à relever ses défis actuels et à préparer un bel avenir.

Forts d'une équipe de directeurs relationnels expérimentés d'un bout à l'autre du pays, nous proposons des solutions novatrices adaptées aux besoins de nos clients, qu'il s'agisse d'entreprises commerciales ou d'institutions publiques. Grâce au savoir-faire d'envergure internationale de RBC Marchés des Capitaux, un chef de file des services à la grande entreprise et de la banque d'investissement, nos clients ont accès à une gamme complète de produits et services, et au financement dont ils ont besoin afin d'atteindre leurs objectifs.

► **NOTRE EXPÉRIENCE À VOTRE SERVICE.**

www.rbccm.com/nationalclientgroup

© Marque déposée de la Banque Royale du Canada. RBC Marchés des Capitaux est une marque déposée de la Banque Royale du Canada, utilisée sous licence. Cette annonce est publiée à titre d'information seulement. RBC Marchés des Capitaux est la marque mondiale des entreprises de services à la grande entreprise et de banque d'investissement de la Banque Royale du Canada et de ses sociétés affiliées, y compris RBC Marchés des Capitaux. Société par actions aux É.-U., membre SIPC ; RBC Dominion valeurs mobilières Inc. au Canada, membre FCPE et Royal Bank of Canada Europe Limited.

**S.O.S. MONTFORT:
10 ANS!**

Où en sont les services de
santé en français à Ottawa?

AUJOURD'HUI 17 H
IMPACT
AVEC DANIEL BOUCHARD

RADIO-CANADA
INFORMATION

WWW.RADIO-CANADA.CA/OTTAWA-GATINEAU

RÉALISATION : HENRI BOSSE

2000 – L'hôpital veut grandir

17 JANVIER

La CRSS dépose sa requête en Cour d'appel. Elle accuse la Cour divisionnaire d'avoir créé des droits qui ne sont pas dans la Constitution.

2 MARS

La Cour d'appel accepte d'entendre la requête de la CRSS.

31 MARS

Le mandat de la CRSS se termine. C'est maintenant le procureur général de l'Ontario qui s'oppose à Montfort en cour.

16 MAI

Montfort présente son projet d'agrandissement de 128

lits de soins de longue durée après que le ministère de la Santé et des soins de longue durée de l'Ontario ait retenu la soumission de l'hôpital.

20 OCTOBRE

La procureure générale du Canada, Anne McLellan, demande d'intervenir en Cour d'appel en faveur de Montfort.

NOVEMBRE

La commissaire aux langues officielles, Dyane Adam, la Fédération des communautés francophones et acadienne, ainsi que l'Association canadienne-française de l'Ontario, demandent le statut d'intervenants en faveur de Montfort.



Gisèle Lalonde et Ronald Caza

2001 – Victoire historique

14 AU 17 MAI

La Cour d'appel de l'Ontario entend la cause.

NOVEMBRE

Le gouvernement de l'On-

tario porte à l'attention de la Cour d'appel de l'Ontario le jugement de la Cour d'appel du Québec qui déboutait 15 villes majoritairement anglophones à l'égard à la légalité des fusions municipales. Les avocats du gou-

vernement ontarien estiment que la décision du Québec est tout à fait appropriée et s'applique également à Montfort.

30 NOVEMBRE

Le ministre de la Santé et des Soins de longue durée de l'Ontario, Tony Clement, inaugure les travaux de construction d'une unité de 128 lits de soins de longue durée à Montfort. Il dit qu'il a confiance en l'avenir de l'hôpital.

7 DÉCEMBRE

Seconde victoire historique et juridique dans la lutte de Montfort contre le gouvernement ontarien. Les trois juges de la Cour d'appel de l'Ontario confirment à l'unanimité la décision de la Cour divisionnaire rendue en novembre 1999. Ils affirment que l'institution est protégée par la Constitution canadienne car elle est essentielle à la survie de la minorité linguistique, donnant ainsi plus de dents à la loi 8 sur les services en français. Ils basent leur décision sur le principe constitutionnel non-écrit du respect et de la protection des minorités. Le procureur général de l'Ontario a 60 jours pour demander à la Cour suprême d'en appeler de la décision.




AIDER

Les Gens de Coeur

Félicitations à l'occasion du 10^{ième} anniversaire de SOS Montfort. Grâce au travail acharné de toute une équipe et au support de toute la communauté, Ottawa a conservé son hôpital francophone. Merci à toute l'équipe de l'hôpital Montfort. Longue vie à l'hôpital Montfort.

1 888 TELNAT-1 (1 888 835-6281)
www.bnc.ca





Entrepreneurs généraux • Gestion de projet
Gestion de construction • Construction de conception

**Fiers d'être entrepreneurs généraux
sur la reconstruction de
l'hôpital Montfort**

EllisDon

150 Isabella Street, #300 • Ottawa • Ontario • K1S 1V7 • 613.565.2680
www.ellisdon.com

.....
Chronologie
à suivre en page 24

La victoire est une bien vilaine habitude...

Aidez-nous à en gagner une autre!

Lettre ouverte de Mme Gisèle Lalonde :

« Chers amis de Montfort,
J'ai toujours besoin de vous.

Nous y sommes presque. Mais, le dernier droit est toujours le plus difficile.

La Fondation de l'Hôpital Montfort s'est fixé un objectif de 10 millions \$ à atteindre d'ici 2009 pour la plus importante campagne majeure de financement de son histoire. Grâce à vous, nous avons déjà atteint presque 8 millions \$.

En tant que présidente de cette campagne de financement sans précédent, je fais une fois de plus appel à votre grande générosité pour nous aider à atteindre le chiffre magique.

La Fondation pourra ainsi apporter sa pleine contribution au développement du « Nouveau Montfort » qui fera plus que doubler les espaces de notre hôpital et en fera l'un des centres hospitaliers les plus modernes au pays.

Le « Nouveau Montfort » sera un rêve devenu réalité. Il nous permettra de répondre pleinement aux besoins de la communauté franco-ontarienne en services de santé en français. Mais, plus encore, comme milieu de formation clinique pour plus de 400 étudiants francophones en médecine et en sciences de la santé, il permettra à la communauté franco-ontarienne d'atteindre l'autosuffisance en matière de santé.

Le « Nouveau Montfort » vous appartient. Vous l'avez amplement gagné et mérité.

Aidez-nous à remporter cette autre grande victoire.

Merci. Courage, notre cause est juste ».



Hôpital Montfort

Fondation de l'Hôpital Montfort

Pour faire un don, communiquez avec :

La Fondation de l'Hôpital Montfort
713, chemin Montréal Ottawa (Ontario) K1K 0T2
(613) 748-4920
www.fondationmontfort.ca



Au diable la neutralité, Le

On a fait grand cas de l'implication franche, forte, directe et sans équivoque du quotidien *Le Droit* dans la lutte pour la survie de Montfort. Pour le journal et pour ses artisans, cette intervention a été un événement charnière qui nous a fait replonger nos racines dans les luttes historiques à l'origine de notre propre existence, un révélateur de notre raison d'être.

dinaires... Le «miracle de Montfort», c'est le déploiement massif de l'énergie de toute une communauté, non seulement pour sauver un hôpital, mais aussi pour crier au Canada tout entier son ardent désir de se développer.

Un des principes fondamentaux qui était alors en jeu, et que la Cour d'appel de l'Ontario a confirmé plusieurs années plus tard, c'est que les institutions sont essentielles à la santé et au développement d'une collectivité. Il ne faut jamais l'oublier. C'est une histoire qui s'inscrit maintenant dans l'histoire et l'imaginaire de la francophonie ontarienne et canadienne.

C'est l'esprit retrouvé de 1913 qui a animé *Le Droit*. En moins d'un mois, la pétition lancée par le journal a récolté pas moins de 135 000 signatures. Au-delà du nombre impressionnant, il faut y voir la déferlante de l'opinion publique. Bien sûr, comme j'étais à l'époque président et éditeur du journal, j'ai eu droit aux remontrances de ceux qui estimaient que l'engagement de notre journal ne faisait pas très «professionnel». En 1997, s'engager aussi catégoriquement ne faisait plus partie des mœurs journalistiques modernes. Bien au contraire, c'est exactement ce qu'il fallait faire et ce qu'il faudrait refaire. C'est ce qui fut souligné d'ailleurs par une mention d'honneur des Prix Michener qui ont validé l'implication du *Droit* au côté des grands journaux du pays.

Bien entendu, c'est avec des sentiments de fierté, de nostalgie et même un brin d'incrédulité qu'il faut rappeler ce grand ralliement du 22 mars 1997 au Centre municipal d'Ottawa. Ce n'était pas qu'un événement, pas qu'une manifestation. C'était un véritable phénomène, un raz de marée, une aventure tellement risquée qu'elle frisait la folie dans sa démesure. Elle passera à l'histoire.

bien qu'elle représentait un risque, notre implication servait également d'avertissement à tous ceux qui seraient tentés de rapetisser une de nos institutions.

La fermeture annoncée de Montfort n'était pas qu'un simple bricolage dans la plomberie, mais une véritable attaque à la tronçonneuse dans l'architecture même de la francophonie ontarienne. C'est pourquoi *Le Droit* n'a jamais hésité à mettre toutes ses énergies au service d'une cause qui a pris de l'ampleur à mesure qu'on en mesurait les conséquences dévastatrices.

L'ESPRIT RETROUVÉ

Pas moins de 84 ans jour pour jour après sa fondation, *Le Droit* devait remonter aux barricades comme l'avaient fait ses fondateurs. Il l'a fait avec la conviction que la cause était juste, que l'objectif était noble et que c'était son devoir.

En 1913, *Le Droit* est né de la lutte des Franco-Ontariens contre le règlement 17 qui interdisait l'enseignement du français dans nos écoles. En 1997, l'annonce de la fermeture de Montfort représentait un assaut sur une institution importante de la francophonie de l'Est ontarien. Le parallèle était donc évident entre les deux combats.

L'histoire de la lutte de Montfort est celle de tout un peuple qui a refusé de plier ou de reculer devant l'agression et les forces du rapetissement. Une agression injuste, injustifiée et injustifiable. SOS-Montfort, c'est l'histoire de gens ordinaires qui ont accompli des choses extraor-



Pierre Bergeron
Collaboration spéciale
pbergeron@ledroit.com

Cet engagement s'inscrit en droite ligne de celui des fondateurs du journal qui savaient fort bien qu'ils ne créaient pas qu'un outil d'information.

Ils créaient un instrument de lutte, d'implication et de développement. Ils s'inspiraient de ceux qui croyaient fermement qu'on ne démarre pas un journal dans le but d'imprimer et de dérouler du papier, mais d'animer une collectivité, de la faire grandir et de lui donner de la vigueur. Plus qu'un miroir, le quotidien devient porte-voix. Plus qu'une entreprise, il devient une institution incontournable de sa collectivité.

Devant l'outrance du gouvernement Harris à l'endroit des Franco-Ontariens en annonçant son intention de fermer l'hôpital Montfort, comment *Le Droit* aurait-il pu faire autrement que de crier haut et fort sa solidarité et mettre à leur disposition tous ses moyens? C'est exactement ce que nous avons fait.

C'est ce qu'il faudrait refaire dans les mêmes circonstances. La devise du *Droit* – «L'avenir est à ceux qui luttent» – demeurera toujours pleine de sens. Elle reste un point de référence, un point d'ancrage pour ceux qui croient qu'on peut impunément malmenier une communauté en s'attaquant à ses institutions. Bien qu'elle ait été critiquée,



Président et éditeur du *Droit*, Pierre Bergeron a eu droit aux remontrances de ceux qui estimaient que l'engagement de notre journal dans la cause de l'hôpital Montfort ne faisait pas très «professionnel». Mais comment, lorsqu'on est enraciné dans sa communauté, ne pas s'impliquer dans cette cause si juste. Datant de 1913, la devise du *Droit*, «L'avenir est à ceux qui luttent», ne pouvait rester sans écho. Même en 1997...

C'est avec joie que je célèbre avec Gisèle Lalonde et son équipe la victoire de S.O.S. Montfort.

C'est avec passion que je défends les intérêts de l'Hôpital Montfort depuis mon implication à l'ancien Conseil de santé d'Ottawa, il y a 30 ans.

C'est avec honneur que je m'associe au projet d'agrandissement de l'Hôpital, résultat d'un bail de 20 ans d'une valeur de 200 millions \$ du ministère de la Défense nationale.



Le député d'Ottawa-Orléans,
Royal Galipeau

Vice-président des comités pléniers de la Chambre
613-834-1800 – galipr1@parl.gc.ca

photo Jean-Marc Carisse

465793

SOULIGNONS AVEC FIERTÉ :

LA VICTOIRE DE S.O.S. MONTFORT LES DÉVELOPPEMENTS ET LES RÉUSSITES DE CET HÔPITAL.



Dix ans plus tard, cet hôpital augmente ses services; il y a là, preuve de la vitalité de notre communauté. Bravo à tous ceux et celles qui ont pris part à cette mobilisation.

465719

Droit a pris parti!

Par un samedi de mars à quelques jours de l'anniversaire de sa fondation, le 27 mars 1913, *Le Droit* se joignait à plus de 10000 francophones, pour venir protester contre la fermeture de Montfort.

PUBLIÉ UN DIMANCHE

Le lendemain, *Le Droit* publiait une de ses rarissimes éditions du dimanche. Du jamais vu.

Nous avons tous compris que lorsqu'une de nos institutions est menacée (école, collège, université, journal, station de radio ou de télé, institution financière), c'est toute la communauté qui est menacée. Ce sont des gens, des parents, leurs enfants et leurs descendants qui sont menacés. Et lorsqu'ils ont crié «Montfort, Fermé, Jamais!», c'était un cri du cœur, la prise de conscience collective d'un refus de s'éteindre à petit feu.

La lutte de Montfort a duré cinq ans. Et elle dure encore dans le cœur de ceux qui n'oublieront jamais.

Pendant tout ce temps, les

Franco-Ontariens n'ont pas cessé de se battre ni de se souvenir. Ils refusaient de reculer. Ils ont été de toutes les activités, de tous les rassemblements convoqués par SOS Montfort. *Le Droit* les a accompagnés tout au long de cette lutte.

La bataille de Montfort s'est soldée finalement devant les cours de justice, surtout le 7 décembre 2001 par une victoire éclatante devant la Cour d'Appel de l'Ontario. Enfin, le 1^{er} février 2002, presque cinq ans jour pour jour après la fatidique annonce, le ministre de la Santé et des Soins de longue durée de l'Ontario, Tony Clement, l'actuel ministre fédéral de la Santé, se rendait à Montfort pour annoncer que le gouvernement n'interjetterait pas appel devant la Cour suprême du Canada. La victoire était complète.

UN MODÈLE

Aujourd'hui, un immense chantier de construction et des grues ont remplacé les pancartes. Montfort est un exemple à suivre non seulement dans le



En moins d'un mois, la pétition lancée par *Le Droit* pour sauver Montfort a récolté pas moins de 135 000 signatures. Ci-dessus: Lucie Villeneuve, Mireille Leduc, Gisèle Lalonde, Isabelle Marion, Lynne Bazinet, les «gardiennes» de la pétition.

«C'est l'esprit retrouvé de 1913 qui a animé *Le Droit*»

Pierre Bergeron
Éditeur du *Droit* en 1997

réseau ontarien et canadien de la santé mais surtout dans l'histoire de la francophonie canadienne. La «grosse clinique» est devenue un modèle hospitalier.

Comment ne pas souligner le rôle et la fierté du *Droit* qui, retrouvant ses origines, a alimenté la chronique, tracé la voie, stimulé les ardeurs, provoqué l'opinion et alimenté le cours de l'histoire.

L'auteur - et journaliste -

Mark Twain a déjà écrit qu'il ne faut jamais provoquer quelqu'un qui achète l'encre au baril. C'est le choix que Mike Harris a fait en 1997. Il a vite réalisé que le journal peut être un puissant outil au service d'une collectivité. Des centaines d'articles, de photos, de commentaires, d'éditoriaux, de lettres des lecteurs ont fini par faire pencher la balance du côté du bon sens.

PROPHÉTIQUE

Avec ses lecteurs et tous ceux qui ont mené ce juste combat, *Le Droit* n'a fait qu'incarner sa devise «L'avenir est à ceux qui luttent».

Le souvenir du grand ralliement du 22 mars 1997 fait maintenant partie intégrante de la signification profonde de notre devise et de sa dimension prophétique. Il ne faut jamais l'oublier.

Activités à venir au Centre Séraphin-Marion d'Orléans

29 avril grand tournoi de bridge; 6 mai un vernissage (peinture, bunka et artisanat); 27 mai un concert de sa chorale «Les Jeunes de Coeur»; En juin une semaine Olympique; En octobre un Défilé de mode; À l'automne un souper d'homard; En novembre un banquet pour souligner notre 20ième anniversaire.

6600, rue Carrière, Orléans (ON)
K1C 1J4
613 830-7611
www.cjsmo.org



Le Centre Pauline-Charron est un organisme pour les 50 ans et plus qui veulent vivre pleinement dans une atmosphère chaleureuse et dynamique. Il est unique en son genre puisqu'il est le plus important centre francophone, en nombre, pour aînés de la région. Notre Centre comporte des installations à la fine pointe. Venez nous voir et devenez membre.

164, rue Jeanne-Mance, Ottawa (ON)
K1L 6M3
613 741-0562
info@centrepaulinecharron.ca
www.centrepaulinecharron.ca



Au nom des retraités et des aînés francophones, nous disons MERCI aux artisans, qui ont défendu avec passion et courage «NOTRE HÔPITAL ET, LES DROITS DE LA COMMUNAUTÉ FRANCOPHONE!»

La FAFO-RÉGIONALE D'OTTAWA agit comme porte-parole politique officiel des personnes francophones et francophiles de cinquante ans et plus d'Ottawa :

- Défend leurs intérêts et leurs droits
 - Fait la promotion de leur engagement communautaire, de l'image positive du vieillissement et de leur qualité de vie
- Nos priorités : santé, communication, logement etc...

Denise Beauchamp, présidente sortante
613 741-1876
dbeauchamp1876@rogers.com
www.fafo.on.ca



La mission du Rendez-vous des aînés francophones d'Ottawa est d'offrir un lieu de rencontre, de promouvoir la qualité de vie de ses membres, d'offrir une programmation sociale, récréative et culturelle, et d'établir des partenaires avec la communauté. Nous sommes un partenaire engagé à l'épanouissement des aînés et de la communauté.

3349 Chemin Navan, Ottawa (ON)
K4B 1H9
613 834-6808
Courriel : info@rendezvousdesaines.ca
Internet : www.rendezvousdesaines.ca



Vieillir avec le sourire !

Levée de fonds
Le dimanche 6 mai à 9 h 15 au Parc Strathcona, se tiendra la marche annuelle des soins palliatifs. Tous les fonds amassés seront directement versés à notre programme de soutien en fin de vie «Une fleur à la main»

159, rue Murray, Ottawa (ON)
K1N 5M7
613 241-1266
www.centresg.ca



2002 - La capitulation du gouvernement

1^{ER} FÉVRIER



Gisèle Lalonde, la présidente du mouvement SOS Montfort, a poussé un véritable soupir de soulagement en rappelant que toute cette histoire avait été causée par une erreur de jugement fatale. «Il est temps que nous utilisions les énergies et les ressources de la communauté franco-ontarienne à faire autre chose que de lutter pour ses droits. Je crois que vous l'avez compris, a-t-elle dit en s'adressant aux ministres Tony Clement et John Baird. Vous avez fait preuve de dignité et de courage aujourd'hui en vous rendant ici.»

Le gouvernement ontarien baisse les bras. La lutte pour la survie de Montfort est bel et bien terminée. Le ministre de la Santé, Tony Clement, annonce que son gouvernement ne demandera pas au plus haut tribunal d'en appeler de la décision rendue en décembre par la Cour d'appel de la province. Il dit qu'il est temps de tourner la page. L'hôpital continuera de fournir des services médicaux complets à la population francophone, en plus d'offrir une formation clinique aux étudiants en médecine de langue française et aux autres professionnels de la santé.

Depuis, Montfort ne cesse de prendre de l'expansion.



Pour Gérald Savoie, le directeur général de Montfort, l'optimisme était de mise. «Loin de repartir à zéro, Montfort se retrouve en pleine expansion, cinq ans après le choc de sa fermeture. Ce n'est pas une expansion excessive. C'est du rattrapage pour la communauté franco-ontarienne. Elle doit être poursuivie et complétée.»

MARCIL LAVALLÉE



Le développement de notre **communauté...**
au **COEUR** de notre équipe depuis plus de 25 ans.

COMPTABLES AGRÉÉS

500-214, chemin Montréal Road,
Ottawa ON K1L 8L8

Tél. : 613-745-8387
Fax : 613-745-9584

www.marcil-lavallee.ca
info@marcil-lavallee.ca

Nos partenaires canadiens
et internationaux

BHD™
IAPA



ARCHIVES

La jeunesse franco-ontarienne a joué un rôle de première importance lors du grand rassemblement de SOS Montfort du 22 mars 1997.

Je n'avais que 9 ans, mais...

Il y a déjà 10 ans, le 22 mars 1997, qu'a eu lieu le grand rassemblement de SOS Montfort, animé par André Nadeau, le 22 mars 1997. Plus de 10 000 personnes y ont participé.

Adrien Cantin
acantin@ledroit.com

Ils étaient de tout âge et venaient de partout en Ontario. D'Ottawa et de l'Est, bien sûr, mais d'aussi loin que de Hearst, Sudbury, Windsor, Barrie et Toronto.

Les jeunes avaient été particulièrement actifs lors de cet événement par le biais de la Fédération de la jeunesse franco-ontarienne (Fesfo). Ceux qui devraient s'en souvenir le moins sont les membres actuels de la Fesfo et leurs dirigeants... ils étaient, bien sûr un peu jeunes. Cela veut-il dire que l'événement ne les a pas marqués et ne continue pas de le faire? Bien au contraire.

« Je n'avais que neuf ans quand cette lutte pour Montfort a eu lieu », indique Andrew Bender, l'actuel président de la Fesfo. « Je savais que quelque chose se brassait et je reconnaissais Montfort comme l' "expression du jour" dans ma famille et mon entourage, mais je n'en savais pas plus », dit-il.

FLAMBEAU

Mais aujourd'hui? Andrew Bender siège, à l'âge de 19 ans, au conseil d'administration de la Fondation de l'hôpital Montfort. Sa génération, semble-t-il, a pris le flambeau. Bien qu'elle semble davantage intéressée par l'avenir que par le passé.

« Pour moi, dit-il, le nouveau Montfort, son expansion, est un symbole vivant et présent de l'effort de la communauté entière pour protéger son hôpital, mais encore plus pour s'affirmer en tant que franco-ontarien. Ça fait brasser la cage pour certains qui croyaient que les luttes se passaient dans le

temps du Règlement 17 ou même avant ça. Ils se sont vite rendu compte que la lutte n'était pas finie et qu'ils n'étaient pas seuls », dit-il.

Andrew Bender indique que « mon cheminement à la Fesfo m'a permis de rencontrer toutes sortes de personnes pour qui la lutte pour Montfort est source

d'inspiration et qui n'accepteraient plus qu'on leur marche sur les pieds ».

Et à l'intention de ceux et celles qui ont mené ce dossier depuis le début: « Je les remercie, chacun et chacune, à ma façon, en (répétant) la promesse de M^{me} (Gisèle) Lalonde: "Montfort fermé, jamais!" ».



THÉÂTRE DE LA VIEILLE 17
UN VOYAGE AU CŒUR DE NOUS

TERRE D'ACCUEIL

Une création théâtrale collective racontant les histoires poignantes d'immigrants francophones en Ontario. Ils ont osé prendre la parole. Venez les écouter.

Un projet du Théâtre de la Vieille 17

Présentée à La Nouvelle Scène
le 9 juin à 20h et 10 juin à 14h
Billetterie : 613 241-2727 p. 1

613 241-8562 INFO@VIEILLE17.CA WEB : VIEILLE17.CA
61-A RUE YORK, OTTAWA (ON) K1N 5T2

465794

Phil McNeely, M.P.
Député
Ottawa Orléans

*Bon 10^e
à SOS
Montfort*

6-110, chemin Bearbrook
Ottawa, Ontario K1R 5R2
Tél. : 613 834-8679
Télec. : 613 834-7647
Pmcneely.mpp.co@liberal.ola.org
www.philmcneely.onmpp.ca

465771

Ottawa

Félicitations!
à toute l'équipe de
S.O.S. Montfort

MONSIEUR LARRY O'BRIEN
Maire de la ville d'Ottawa

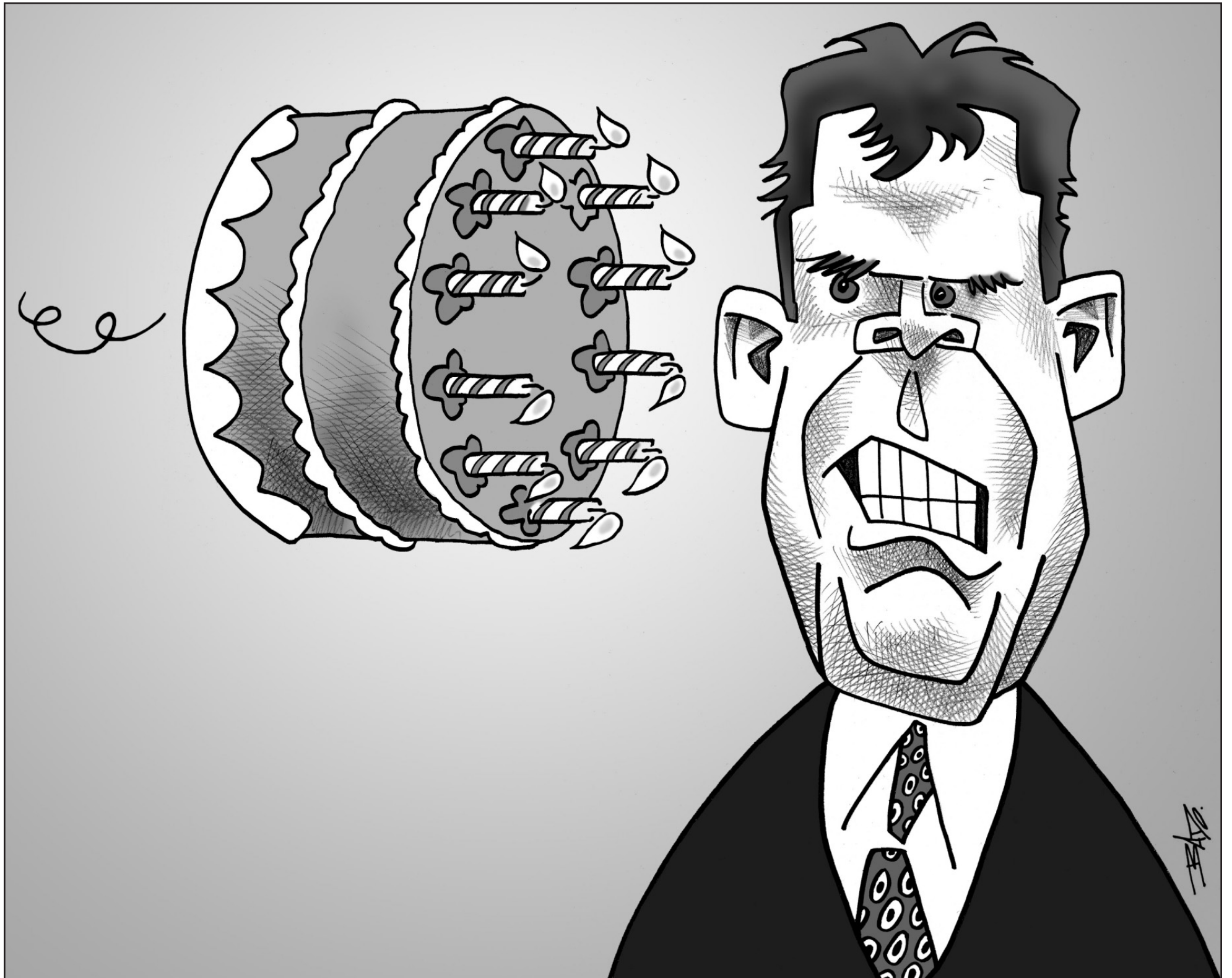
à l'occasion du

10^e anniversaire

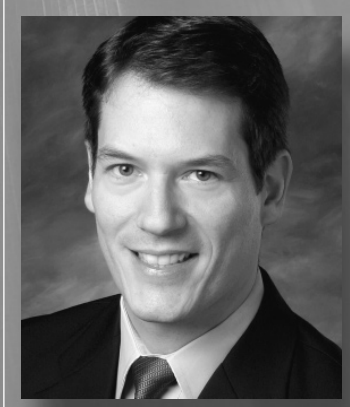
du grand ralliement
historique du
22 mars 1997
pour la sauvegarde de
l'Hôpital Montfort.

LE DROIT, OTTAWA-GATINEAU, ÉDITION WEEK-END 24 ET 25 MARS 2007

466040 B25



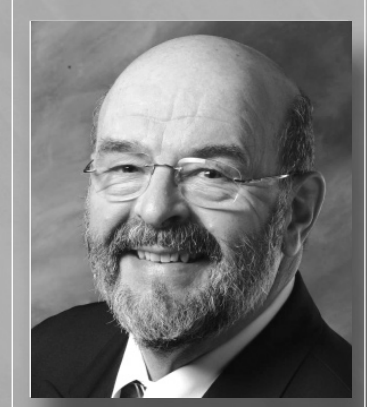
GEORGES BÉDARD
Conseiller Rideau-Vanier
613-580-2482
Georges.Bedard@ottawa.ca



MICHEL BELLEMARE
Conseiller Beacon Hill-Cyrville
613-580-2481
Michel.Bellemare@ottawa.ca
www.bellemare-ottawa.ca



BOB MONETTE
Conseiller Orléans
613-580-2471
Bob.Monette@ottawa.ca
www.bobmonette.ca



JACQUES LEGENDRE
Conseiller Rideau-Rockcliffe
613-580-2483
Jacques.Legendre@ottawa.ca
www.rideau-rockcliffe.com

La sauvegarde de l'Hôpital Montfort a contribué au développement
et à l'épanouissement de la communauté franco-ontarienne.
Quelle belle victoire que de pouvoir encore être soigné en français.

110, avenue Laurier Ouest, Ottawa (Ontario) K1P 1J1



Thibault



SUZIE THIBAULT, infirmière

DESJARDINS REND HOMMAGE À LA COLLECTIVITÉ FRANCO-ONTARIENNE POUR LE MAINTIEN DES SOINS DE SANTÉ EN FRANÇAIS ET L'ASSURANCE D'UNE RELÈVE FRANCOPHONE DU PERSONNEL MÉDICAL EN ONTARIO.

Dix ans après, il est agréable de souligner ce résultat qui n'aurait pu être possible sans la force générée par la mobilisation et l'action soutenue d'une collectivité.

Les caisses populaires de l'Ontario ont appuyé depuis le début la coalition SOS Montfort parce que chez Desjardins, nous croyons que nous pouvons accomplir davantage si nous unissons nos forces.

C'est plus qu'une banque.

C'est le plus grand groupe financier coopératif au Canada.



Desjardins

Conjuguer avoirs et êtres

www.desjardins.com

› LE NOUVEAU ›
MONTFORT



L'HÉRITAGE DU 22 MARS

ON DOUBLE LA SUPERFICIE ET ON AMÉLIORE LES SERVICES POUR MIEUX SERVIR LA COMMUNAUTÉ!

URGENCE

augmentation de 37 400 à
68 800 visites par année

NOUVEL INSTITUT DE RECHERCHE MONTFORT

recherche liée à la
population francophone
minoritaire pour avancer
notre savoir en sciences
de la santé

SALLES D'OPÉRATION

de 7 à 11 salles

CHIRURGIE

augmentation
de 6 000 à 9 700
cas par année

PERSONNEL

de 750 à
1 500 employés

SOINS INTENSIFS

de 6 à 12 lits

UN HÔPITAL D'ENSEIGNEMENT

nouveaux programmes
spécialisés de résidence en médecine
interne, obstétrique et gynécologie

SANTÉ DES FEMMES À MONTFORT

nouveau modèle de soins en
milieu communautaire et d'autres
services exclusifs aux femmes

SANTÉ MENTALE

augmentation de 30 à 60 lits

LE PROGRÈS EN CONSTRUCTION!

Pour en savoir davantage, composez le 613-746-4621
ou visitez www.hopitalmontfort.com

FIN DES TRAVAUX : AUTOMNE 2009

**NOUS
RECRUTONS!**

VISITEZ
HOPITALMONTFORT.COM



HÔPITAL MONTFORT



Ontario